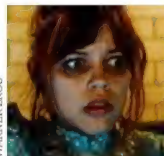




CHA GONZALEZ

CLÉMENTINE AUTAIN
**«Il faut se préparer
à une candidature
unique des gauches»**

PAGES 8-9



WARNIER EGOS

CINÉMA
**«Beerlejuice
Beeflejuice», train
train fantômes**

ET NOS AUTRES CRITIQUES, PAGES 20-25



Libération

FILM DE MATI DIOP
SUR LES ŒUVRES PILLÉES

**«DAHOMEY»,
L'ART DU RETOUR**

Dans un documentaire saisissant, la cinéaste raconte le bouleversement culturel et politique provoqué au Bénin par le retour de 26 œuvres volées par la France lors de la colonisation. **PAGES 2-5**

LES FILMS DU LOSAGE



N° 00135-911 - P. 2,70 €

ÉDITORIALPar
DOV ALFON**Envoûtant**

Le 27 juillet 2016, le Conseil des ministres du Bénin demandait officiellement à Paris le retour des objets précieux royaux «*emportés par l'armée française lors de la conquête de novembre 1892*». Moins d'un an après, le 22 mars 2017, la France y opposait une fin de non-recevoir : «*Les biens que vous évoquez ont été intégrés de longue date, parfois depuis plus d'un siècle, au domaine public mobilier de l'Etat français*», s'offusquait le Quai d'Orsay, et donc, «*leur restitution n'est pas possible*». Et pourtant ! *Dahomey*, le nouveau film de la cinéaste franco-sénégalaise Mati Diop, retrace la lente restitution des 26 œuvres béninoises dérobées par la France, depuis leur départ du musée du Quai-Branly à Paris, en novembre 2021, jusqu'à leur accueil en grande pompe dans le palais présidentiel de Cotonou. Documentaire flirtant ouvertement avec la fiction, le film peut se voir comme un rêve envoûtant, tant les chances d'un heureux retour paraissent minces. Peut-on être confiant que les œuvres seront en sécurité dans leurs pays d'origine ? On craint toujours les précédents. Si on rend ceux-là, pourquoi pas les milliers d'œuvres d'art pillées par la France à la même époque ? Et pourquoi limiter les restitutions à l'époque coloniale ? *Le Triomphe de Judas Macchabée* de Rubens, arraché à la cathédrale de Tournai par les troupes françaises en 1794, ne devrait-il pas être rendu à la Belgique ? Et *la Joconde* à l'Italie, tant qu'on y est ? Malgré les multiples oppositions, essayant de démontrer leur bien-fondé par l'absurde mais tombant souvent elles-mêmes dans une rhétorique ridicule, nous y sommes enfin, et Mati Diop a raison de laisser les statues royales exulter sous ses caméras dans leur nouveau palais. Joie sans doute passagère : un nouveau volet dans la saga des restitutions historiques paraît bien lointain, comme dans un rêve. ♦

Un extrait du film *Dahomey* de Mati Diop. Grâce aux restitutions, le Bénin aura la capacité d'organiser des échanges avec des musées à l'international.

ŒUVRES PILLÉES

Retour pour le futur

En salles ce mercredi, «*Dahomey*», le film de Mati Diop, revient sur les restitutions d'œuvres au Bénin. Un événement qui revivifie le rapport des Africains à leur propre histoire.

Par
SONYA FAURE

Dans *Dahomey*, le film de Mati Diop qui sort ce mercredi en salles, les œuvres nous regardent et nous jaugent. Serons-nous à la hauteur ? semblent-ils demander. Avec ménagement, les experts et les régisseurs du musée du Quai-Branly, à Paris, manipulent les statues, couvrent leur nuque de tissus pour qu'elles ne prennent pas froid, avant de les déposer à plat ventre dans leur caisse pour leur grand voyage de retour vers le Bénin, d'où elles ont été arrachées cent trente ans plus tôt. Les œuvres sont délicates. La question de leur restitution aux pays anciennement colonisés aussi. Si délicate qu'en France, elle semble accuser un certain ralentissement. Alors qu'il devait être discuté à l'Assemblée nationale au printemps 2024, le projet de loi sur la restitution des biens culturels ayant fait l'objet d'appropriations illicites entre 1815 et 1972 a été reporté sine die. Parmi les puissances européennes c'est pourtant la France (sous la pression d'activistes, de chercheurs et d'institutionnels africains) qui avait relancé le retour des œuvres spoliées pendant les conquêtes des



LES FILMS DU LOSANGE

rapport estime que l'appropriation des œuvres acquises lors de cette période par les musées français est illégitime, que leur restitution est une affaire d'équité, qu'il s'agit de reconnaître un droit au patrimoine pour les jeunes africains. Quelques jours après la remise du rapport, 26 œuvres pillées lors de la mise à sac du palais royal d'Abomey seront rendues au Bénin, après un long processus législatif. C'est ce bouleversement qu'aussu culte le film de Mati Diop. Comment, dans le pays du retour, la restitution d'un patrimoine donne naissance à une exposition monstre dans l'ancien palais présidentiel de Cotonou et bientôt à un musée. Comment la restitution, même partielle, fait naître des débats, notamment parmi les jeunes, et revivifie leur rapport à l'histoire de leur propre pays. Restituer des œuvres dans un pays qui en a été longtemps privé, c'est aussi mettre en branle un cercle vertueux: le Bénin a inauguré son pavillon à la Biennale de Venise cette année et il aura désormais la capacité d'organiser des échanges avec les musées à l'international pour faire venir à lui l'art d'autres continents.

RÉTICENCES VIRULENTES

Depuis, d'autres artefacts détenus depuis la colonisation dans des musées français ont regagné le Sénégal. La Côte-d'Ivoire, l'Éthiopie, le Tchad, le Mali ou Madagascar ont également fait des demandes de restitution. Pour éviter un long cheminement législatif à chaque groupe d'œuvres réclamés, le gouvernement s'était engagé à faire voter une loi-cadre, prévue au printemps 2024, mais a finalement demandé son retrait de l'ordre du jour. L'opposition des sénateurs de droite n'y est sans doute pas pour rien. Le journal *Le Monde* a également révélé qu'un avis du Conseil d'État du 29 février jugeait que les motifs permettant de déroger au principe d'inaliénabilité des œuvres – le fait que les collections d'un musée ne peuvent être cédées selon l'article 451-5 du code du patrimoine – n'étaient pas suffisants. Plutôt que de se référer au rapport de force inégal de la colonisation, il aurait pu constituer un «motif impérieux» et un «intérêt général supérieurs», les auteurs du projet de loi ont en effet préféré arguer de «la conduite des relations internationales et la coopération culturelle» pour lever l'inaliénabilité des œuvres, suivant sans doute les préconisations d'un autre rapport, celui de l'ancien patron du Louvre, Jean-Luc Martinez (par ailleurs mis en examen depuis pour trafic d'antiquités), rendu en 2023 et beaucoup plus mesuré que Felwine Sarr et Bénédicte Savoy sur les restitutions.

Interrogé par *Libération*, le ministre de la Culture précise que le projet de loi «ne concernera pas, en l'état du projet, la restitution de biens culturels aux seuls «États colonisés» mais devrait avoir un périmètre universel». Il confirme devoir réexaminer certaines questions juridiques après l'avis du Conseil d'État. Aucune date n'est aujourd'hui prévue. **Suite page 4**

«Notre marche de résistance, il ne faut plus qu'elle s'arrête»

La cinéaste franco-sénégalaise explique avoir voulu donner le point de vue de la jeunesse béninoise.

Mati Diop a une idée claire de ce qui anime son cinéma: sa dimension d'outil politique. Depuis *Mille Soleils*, puis *Atlantique*, la Franco-Sénégalaise s'emploie «à raconter des histoires venues du continent africain [...] en résistant à tous les stéréotypes hérités de l'histoire coloniale». Ce que ce programme ne laisse pas deviner, c'est combien ses films sont, aussi, des poèmes singuliers et fantastiques, doublés de puissantes épopées. La cinéaste en esquisse les contours avant la sortie de *Dahomey*. **Pourquoi avez-vous voulu faire ce film ?**

Pour affirmer une démarche que j'avais commencée quinze ans plus tôt: celle de restituer nos histoires. La France, l'ancienne puissance coloniale, Macron, leur rôle, c'est de rapatrier. Mais restituer, c'est à nous de le faire, nous, enseignants, intellectuels, cinéastes, artistes, société civile. Et cela va au-delà des afro-descendants, il n'y a qu'à voir le travail que fait Bénédicte Savoy sur le sujet. Mais le cinéma s'était peu emparé de cette thématique, et j'ai eu conscience qu'il pouvait démocratiser un sujet qui était un peu resté cantonné au monde universitaire. Il a permis que le sujet de cette restitution soit redistribué, rendu à ces étudiants béninois. Que le monde fasse l'expérience de la restitution de leur point de vue, c'est une grande richesse. Le film est un absolu contre-champ, un contre-récit.

Sur un sujet dense, vous avez composé un film très agile, comment avez-vous imaginé sa forme ?

Depuis 2017, j'avais un film de fiction en tête, où j'aurais fait parler un masque à la première personne, qui raconterait toute son histoire, de sa conception à son rapatriement en 2070 en passant par son pillage. Lorsque j'entends parler en 2021 du rapatriement, j'ai déjà mon axe, et à cela s'est rajouté la jeunesse béninoise. La question de la restitution est indissociable de la jeunesse africaine. Je supportais mal l'idée qu'un enjeu aussi majeur que le sujet des restitutions soit accaparé par deux politiques, Patrice Talon (le président du Bénin, ndr) et Emmanuel Macron, et qu'ils en fassent chacun un récit national. Ce n'est pas la restitution en tant que telle qui m'intéresse, mais tout ce qu'elle vient révéler d'au-



Mati Diop à Paris, lundi. PHOTO MARIE ROUGE

jourd'hui. C'est parce que ces étudiants se réunissent et débattent que se dessine un futur potentiel. **Malgré les ambiguïtés que pointe le film, il se termine sur une note d'espoir...**

Au-delà de cette restitution, restent la dimension inviolable de l'âme et la question de l'irréparable. Les crimes contre l'humanité que représentent l'esclavage et la colonisation ne sont pas réparables. Mais le film est en train d'agir, à travers les voix de ces œuvres, les voix de ces étudiants. Au-delà des lois héritées de l'ère coloniale et figées dans l'histoire, au-delà du paternalisme et du mépris affiché des politiciens français vis-à-vis de l'Afrique, notre marche à nous de lutte, de résistance, il ne faut plus qu'elle s'arrête. Je voulais que le film se termine par cette idée: je ne m'arrêterai pas. En 2017, quand le terme «restitution» a refait surface dans les champs politique et médiatique, je me suis rendu compte j'avais refoulé le sujet. C'est un héritage très précis du projet d'acculturation et d'effacement colonial, de faire en sorte que cette histoire coloniale soit effacée et minimisée, y compris chez quelqu'un comme moi, afro-descendant. Les demandes du continent africain existent pourtant depuis les années 60. Ce film, à sa manière, relance une nouvelle vague de réclamations.

Quelle évolution de la question des restitutions en France ?

La régression de la situation politique française ne laisse pas optimiste. Mais c'est important que le débat existe. On n'a pas de prise directe sur les lois, mais ce qu'on ne peut pas encore nous enlever, c'est la capacité de prendre notre part aux sujets de société en débattant. En tant que cinéaste, j'ai tenté de faire ce qui me semble être mon rôle, refuser que l'histoire soit écrite seulement là-haut, par les politiques. Ce qui est très grave en revanche, c'est qu'un tel film, revendiqué comme décolonial, pourrait ne plus trouver de financements publics si le RN passe. Au moment où j'ai fait le film en 2021, je ne me serais jamais posé la question de savoir quel prochain film je serais en mesure de faire en France. Je me suis toujours sentie tellement privilégiée en tant que Française, Franco-Sénégalaise, de pouvoir défendre un cinéma aussi hybride et politique, et d'être soutenue par la CNC. Tous mes films l'ont été, alors qu'ils sont quand même singuliers, tournés en Afrique. *Dahomey*, il n'y a qu'en France que j'aurais pu le défendre. Là, j'ai le sentiment d'avoir trois ans pour refaire un film dans la veine de ceux que j'ai faits. Après, je ne sais pas.

Recueilli par ELISABETH FRANK-DUMAS

Y compris chez les conservateurs, les regards évoluent vite et les oppositions sont moins tranchées.

Suite de la page 3 pour une nouvelle présentation du projet.

Dans le milieu des conservateurs des musées français, la vision « extensive » des restitutions soutenue par Savoy et Sarr avait en effet suscité de nombreuses réticences – parfois très virulentes (un « cri de haine contre le concept même de musée », estimait en 2020 l'ancien président du musée du Quai-Branly, Stéphane Martin). La critique la plus commune consistait à estimer que les États d'Afrique n'avaient pas la capacité de prendre soin des œuvres. La restitution en cours de 1100 bronzes détenus dans les musées allemands au Nigeria suscite aussi actuellement des débats : à qui rendre les œuvres ? À l'État ou aux chefs traditionnels, descendants de ceux à qui elles ont été volées, comme en a décidé le Nigeria ? Et dans ce cas, seront-elles toujours exposées au public ? Mais, y compris chez les conservateurs, les regards évoluent vite et les oppositions sont moins tranchées. Beaucoup préconisent aujourd'hui une approche des restitutions au cas par cas, après de précises (et longues) études de provenance pour comprendre dans quelles conditions plus ou moins violentes et contraintes les objets ont rejoint leur collection. Mais à ce rythme, et si on considère, comme le rapport Sarr-Savoy le fait, que 90 % du patrimoine africain se trouve à l'heure actuelle en dehors de l'Afrique, ce n'est pas demain que l'actuelle jeunesse africaine aura une chance de l'admirer...

INVENTAIRE

Quelles que soient les réticences, le mouvement de restitution est de toute façon bien lancé, et ce, bien au-delà de la France. La Belgique a ainsi mis sur pied un gigantesque inventaire de 80 000 objets provenant de la république démocratique du Congo (ex-Congo belge) et, en 2022, voté une loi pour restituer les biens pillés pendant la colonisation du pays. En Grande-Bretagne, le Victoria and Albert Museum et le British Museum ont mis en place un système de prêt à long terme avec le Ghana pour que 32 pièces majeures des collections ashaanti puissent enfin y retourner. L'abbaye de Westminster a donné, en février, son accord de principe pour rendre à l'Eglise orthodoxe éthiopienne une tablette religieuse sacrée pillée lors d'une bataille en 1868, réplique des tables de la loi que le pays africain réclamait depuis longtemps. Des retours, pour que soient réunis, comme le souffle d'une voix cavernueuse la statue qui ouvre le film *Dahomey*, « ce qui est resté, ce qui est revenu et ce qui reviendra ». ◆



Habib Ahandessi, Mati Diop, Josée Guedje et Gildas Adannou, à Paris lundi.

«Des choses enfouies ont pu surgir grâce à ce débat»

Les jeunes Béninois Gildas Adannou, Josée Guedje et Habib Ahandessi, qui ont participé à un débat sur les œuvres dans «Dahomey», reviennent sur cette expérience.

Film de restitutions, *Dahomey* l'est à plusieurs titres, et peut-être d'abord car sa réalisatrice y rend la parole aux premiers concernés. Un débat organisé dans la seconde partie permet à la jeunesse béninoise, divisée sur le sujet du retour des œuvres, de s'y livrer à des échanges très vifs, en toute liberté. Trois d'entre eux l'évoquent avec nous.

Gildas Adannou : «Il faudrait que tout nous soit retourné»

«Je suis auteur réalisateur, et j'étais au Bénin quand une pre-

mière équipe est arrivée pour tourner. Ils avaient des difficultés pour pénétrer dans l'université d'Abomey-Calavi. La productrice exécutive m'a appelé, je les ai aidés, puis suis devenu, un peu plus tard, assistant réalisateur de Mati sur le film. L'idée d'organiser et filmer un débat avec des jeunes est née, et l'une de mes charges a été d'en trouver qui avaient une opinion et envie de dire quelque chose, puis de modérer le débat. Il y avait eu une forte communication organisée au Bénin autour des restitutions, donc presque tout le monde savait que des choses allaient revenir. Ce qui m'intéressait, c'était de voir si ce sujet était une véritable préoccupation pour ces jeunes, et, si ces choses revenaient, quel serait leur rapport à elles. Ma deuxième préoccupation, lors du casting, était évidemment que si telle personne avait bien une opinion, elle soit capable de l'assumer. Pour ma

part, ma position était claire : l'estime qu'il faudrait que tout nous soit retourné. Ces richesses qui appartiennent au Bénin sont à l'extérieur du pays, et la plupart d'entre nous n'auront jamais la possibilité d'aller les voir : c'est injuste et inexplicable.

«Les débats ont été vraiment intenses. Les avis étaient partagés, mais le sentiment que j'ai eu, c'est que cette jeunesse est consciente de tout ce qui lui arrive. Ce n'est pas une jeunesse dormante. Il faut nous donner l'occasion de dire ce qu'on veut dire, car on pourra le faire, et bien ! Certains jeunes ont d'ailleurs envie de parler désormais, ont commencé à se prononcer sur les réseaux, dans leur petite communauté. D'autres ont choisi des sujets de mémoire ou de licence en rapport avec ce sujet. De mon côté, j'aimerais désormais devenir un auteur engagé, et mettre cet art, le cinéma, au profit du social, de la communauté. Ce qu'on

ne peut pas dire ouvertement, cet art peut me permettre de le dire : j'ai fait cette découverte-là. En voyant le film terminé je me suis dit : voilà toute une génération documentée, voilà une archive dont les sociologues, les générations à venir, pourront se servir comme élément de réflexion.»

Josée Guedje : «On est les descendants de gens ingénieux»

«Ce film montre qu'on avait beaucoup de choses à dire, des choses qui étaient enfouies en nous et qui, grâce à ce débat, ont pu surgir. Car les jeunes du pays n'ont pas été associés au processus de restitution. Il fallait avoir du courage pour participer à ce débat, dans un contexte où certaines voix sont censurées, grâce au cinéma, on a créé un cadre libre où chacun dit ce qu'il pense, sans l'impression de courir un risque.

«Le tournage date de 2021, j'étais étudiante en agronomie à l'université d'Abomey-Calavi. Gildas Adannou, qui assistait Mati Diop, m'a contactée pour savoir si j'avais une position sur cette question du retour des trésors royaux. Oui : je trouve que c'est un acte politique, mais aussi un beau début pour redorer le blason de la culture dans notre pays. Même si 26 œuvres sur 7000, c'est tellement négligeable !

«Les Béninois n'ont pas été associés au choix de ce qui serait restitué. Est-ce que la motivation de la France était juste d'avoir meilleure image auprès des pays africains ? Et quelle est la responsabilité des Béninois dans ces restitutions ? Dans nos musées, il y a seulement des infographies sur les murs et des photos de trésors. On n'est pas sensibilisé à tout cela, à part ceux qui étudient l'art. Il faut changer notre éducation, mettre l'accent sur notre histoire, plus seulement sur ce qui a été importé. Amener les enfants à plus visiter les musées, qu'ils apprennent leur langue maternelle aussi. Comment réintroduire la langue fon ? Dans l'éducation, on parle français. Mais ceux qui ont construit ces œuvres parlaient le fon.

«On dit que l'âme des peuples a été pillée. Oui, mais toute notre culture ne se résume pas à ça. Il y a nos danses, nos langues. J'ai commencé à développer plus de sensibilité à tout cela. A Berlin, ou lors d'avant-premières, j'ai eu l'opportunité de discuter avec des afrodescendants qui se heurtent à une perte d'identité. Moi, j'ai la chance de grandir au Bénin, c'est une richesse que tout le monde n'a pas.

«Comme tout Béninois, j'aimerais qu'on aille au-delà de ces 26 objets. Quelque chose a été lancé, et en tant que pays africain, il faudra forcer un peu les choses pour que le reste soit restitué, pour que nous puissions nous connecter à notre histoire. Voir les objets de manière tangible crée un autre effet que le savoir abstrait. Même cent trente ans après, on voit que ces artistes avaient du talent, et ce

talent n'a pas disparu. Il est en nous aujourd'hui. Ce sentiment de fierté que l'on ressent n'arrivait pas à s'affirmer librement, car on nous a toujours répété qu'on est des descendants d'esclaves. En présence de ces œuvres, on se dit qu'on est les descendants de gens ingénieux. Il y a un complexe qui est toujours là en nous, et qui ne devrait pas être là. J'attends que chacun puisse en prendre conscience. J'attends des changements institutionnels, mais aussi au niveau de chaque personne. C'est là qu'on pourra se dire que les restitutions ont vraiment libéré l'âme des peuples.»

Habib Ahandessi : « Ces restitutions sont une insulte »

« Je suis un activiste politique béninois, et me bats contre toutes les formes d'injustice dans mon pays. C'est ce profil qui m'a permis de rencontrer la réalisatrice du film et Gildas Adannou. Nous avons discuté des trésors royaux, et j'ai accepté de participer au débat car il était libre, et qu'on pouvait donner son avis sans crainte ni restriction, ce qui est très rare dans notre pays.

« Le nombre de ces restitutions me pose problème : on ne peut pas restituer 26 œuvres au lieu de 7000. Si certains voient ces restitutions comme quelque chose de grand et de très bien, pour moi, elles sont une insulte. On doit forcer les choses pour que tout nous soit rattrapé. Lors du débat, j'ai compris que beaucoup de jeunes ne connaissent même pas l'existence de tous ces trésors et ces biens. Cela doit être un combat populaire, la communication doit continuer, même dans les villages. Ceux qui sont là ont fait ce qu'ils pouvaient en ramenant 26, mais le grand combat nous revient, en tant que jeune génération.

« Les restitutions ont poussé le gouvernement à entamer des constructions de musées un peu partout, et Patrice Talon a donné une place importante au tourisme. Mais les débats au sein de l'opinion n'ont pas continué. On a ce problème au Bénin : le régime de Patrice Talon a détruit toute la liberté d'expression. Il a fallu intéresser les gens pour qu'ils aillent en masse à l'aéroport accueillir ces trésors, alors que l'accueil aurait dû être automatique ! Mais on écarte la masse des vraies questions, c'est pourquoi je remercie Mati Diop d'avoir créé cet espace de débat, je ne vois personne d'autre à s'être emparé de cette histoire. Je ne voudrais pas que ce film reste sans effet après cette période de sortie et d'avant-premières, qu'on le range, et puis c'est fini. Le peuple béninois doit s'approprier ce film, le peuple africain en général, et nos frères de la diaspora, les afrodescendants. Ce n'est pas seulement une question béninoise, c'est la question de tout un peuple, de toute l'Afrique. Il faut que ce film soit l'élément déclencheur d'une certaine prise de conscience, d'une révolution, qui réclame le retour immédiat de tout ce qui est resté à l'extérieur. »

Recueilli par **ÉLISABETH
FRANCK-DUMAS**
Photo **MARIE ROUGE**

« Dahomey », les statues de la liberté

Avec ses éclats sombres
et sa poésie stoïque,
le documentaire de
Mati Diop dresse le portrait
d'un pays en dialogue
avec son futur.

Atlantique, premier long métrage de Mati Diop, était déjà l'histoire d'un retour. Celui de jeunes hommes aux destins sacrifiés dans le Dakar d'aujourd'hui, disparus en mer après avoir tenté la traversée maudite vers l'Europe. Egarés dans des limbes sans lumière, ils revenaient hanter les femmes qui les pleurent au cours de nuits possédées. *Dahomey* (d'après le nom du royaume ouest-africain aujourd'hui disparu, dans l'actuelle République du Bénin) conte une autre épopée de revenants. La cinéaste franco-sénégalaise y suit la restitution de 26 œuvres béninoises pillées par la France lors de l'invasion coloniale de 1892, depuis leur départ du musée du Quai-Branly à Paris, en novembre 2021, jusqu'à leur accueil en grande pompe dans le palais présidentiel de Cotonou.

Monde invisible. Documentaire aux dispositions fantastiques, fréquentant ouvertement la fiction, le film est une envoiante réussite en style libre, qui renferme des abîmes sur le préjudice colonial. Ses éclats sombres, sa poésie stoïque, renouvellent la marque d'une cinéaste qui rôde sans peur dans un au-delà du film à sujet ou de la plate narration. *Dahomey* donne à voir le déroulement concret d'un événement historique. Mais paraît aussi se mouvoir dans un temps cosmique, depuis les sous-bassements de l'existence humaine. Mati Diop sait comment travailler les lieux, les ges-

tes et la parole pour qu'aucune information ne semble jamais manquer à notre compréhension, tout en versant sur nous des flots de silence, sonorisés pour figurer un monde invisible - « petite république de la nuit », soufflait, il y a soixante-dix ans, le pamphlet de Chris Marker et d'Alain Resnais sur le déracinement de « l'art nègre ». *Les statues meurent aussi*. Une idée à haut risque guide le film de Mati Diop, en réalité un tour de force. Dans cette odyssée de la restitution, la statue du roi Ghézo sera notre éclaircisseur et s'exprime en son nom propre, d'une voix off ténébreuse sortie du fond des temps, avec des mots écrits par le poète haïtien Makenzy Orclé. Ne l'appellez plus « objet numéro 26 ».

CRITIQUE

L'œuvre nous parle, le monde se tait. On pense rarement, en entrant dans un musée, à comment une œuvre est arrivée derrière sa vitrine. Son voyage en avion, son embaument préalable par une armée d'experts en blouses blanches, soulevant l'artefact, donnant à chaque manipulation la dimension d'une cérémonie funéraire ou d'une étrange visite médicale. Ces opérations pratico-techniques, gantées de latex, donnent au film son tempo d'affairement calme, méthodique. On y constate les lésions, inventorie les éraflures sur les objets, dommages secondaires quand on sait la blessure vive d'un peuple dépossédé de son patrimoine. Avait-on déjà perçu la respiration d'une salle de musée auparavant, les doux roulements de la clim, le tintement distrait d'un lustre dans l'air immobile ?

Captant la matérialité de chaque chose, Mati Diop découvre un royaume de secrets que les œuvres habitent de tout leur poids, de toute leur âme (personne n'arrivera à douter qu'elles en ont une ici). Filmer les statues à têtes d'animaux qui représentent les rois Ghézo, Glélé et Béhanzin, appréhender leurs yeux fixes et gueules béantes, revient à contempler

des visages, impassibles dans leur sommeil de bois et de métal. On fera donc, tout au long du film, la rencontre de corps et d'entités. Les corps gravitent autour des trésors royaux comme du système solaire. Ils portent des uniformes ou des tenues d'apparat, sont venus présenter leurs respects lors d'inaugurations somptueuses sur tapis rouges. Et c'est tout un pays qui semble retenir son souffle, le temps de renouer avec son patrimoine rapatrié.

Sorcellerie. Est-ce un addendum apporté au récit des vainqueurs et des vaincus, un coup politique comme un autre ? Ainsi s'interrogent les étudiants de l'université d'Abomey-Calavi, tribuns dans l'âme dont Mati Diop a organisé les débats pour les besoins du film. Et ce sont là les scènes les plus denses et fougueuses que celles où la jeunesse s'apostrophe pour décider du sens qu'elle voudra bien donner à ce cérémonial (une insultante aumône de 26 objets sur 7000 dérobés, martèlent les intervenants les moins dupes), ou sur ce qui peut différencier des « œuvres » et des « trucs ».

On pourrait redire combien les films de première importance ne sont jamais ceux qui gesticulent le plus. Mati Diop se montre catégoriquement au rendez-vous de la grande histoire avec *Dahomey*. On ne l'identifiera pas autrement que comme le portrait d'un peuple en dialogue avec son futur, bien plus qu'avec le passé dont on l'a amputé. C'est une affaire de transmission, ici baignée par la musique du réel, l'appel de la nuit qui engloutit, les ténébres démultipliées dans la rumeur des rues de Cotonou. Et tout y est cinéma, cette sorcellerie phosphorescente qui nous attrape par les yeux et nous chuchote sa beauté à la figure, tissée de l'infini dont les rêves de la jeunesse sont faits.

SANDRA ONANA



Dans le film, les statues sont déplacées du Quai-Branly au palais présidentiel de Cotonou. PHOTO LES FILMS DU LOSANGE

Par
NELLY DIDELOT
Envoyée spéciale en Slovaquie
Photos
MARYLISE VIGNEAU

SLOVAQUIE

L'extrême droite tient les ours à portée de fusil

Sur l'étroit sentier forestier trempé de rosée gît une crotte d'ours. Roman Trizna, ranger du Parc national des Tatras depuis dix-sept ans, est formel : « Elle est de ce matin. Les ours aiment venir boire tôt dans cette vallée. » En Slovaquie, les plantigrades sont chez eux. La faible densité du pays et sa géographie, tout en bosses et en grandes forêts dans sa partie centrale, leur offrent un habitat idéal. Quasi exterminés dans les années 30, les ours ont peu à peu regagné du terrain. Beaucoup trop même, au goût des associations de chasseurs et du Parti national slovaque (SNS).

Alors, quand cette formation d'extrême droite est entrée au gouvernement à l'automne dernier, en coalition avec le Smer du Premier ministre, Robert Fico, elle a fait des ours un symbole et une priorité. « Les groupes écologistes extrémistes ont transformé la Slovaquie en un musée à ciel ouvert, où personne n'ose plus se déplacer normalement », a clamé Tomáš Taraba, le ministre de l'Environnement issu du SNS, bien décidé à réduire la population des ursidés.

Au fond de la vallée Tichá où clapote une eau claire, les ours vivent encore en paix. En contrebas des crêtes qui séparent la Slovaquie de la Pologne, ils laissent des traces un peu partout, pour qui sait les lire. Ici, des sapins à l'écorce arrachée à coups de griffes et de dents, où ils se sont grattés à leur aise. Là, un gros conifère qui a servi d'appui à une tanière. Plus loin, une mare de boue où ils plongent avant l'hibernation. Selon des observations récentes, une quarantaine d'ours vivraient dans cette vallée du parc des Tatras, sur les 1100 à 1200 décomptés dans le pays par une étude de l'université Charles. « Dans leur environnement, les ours ne sont pas menaçants. S'ils vous

entendent arriver, ils s'enfuient et n'essayeront jamais de vous attaquer, tant que vous ne les approchez pas. Les ours européens ne sont pas des chasseurs, ils mangent surtout des baies et ils finissent les charognes », explique Roman Trizna, guêtres enfilées sur son pantalon kaki

et cheveux blond cendré relevés par un bandana. Au printemps et à l'automne, le ranger voit des ours quotidiennement dans la partie du parc à laquelle il est affecté. Ce matin-là, assis à l'orée d'une clairière, il scrute à la jumelle les hauteurs, repère deux daims, mais pas d'ours. Il est



faire chuter drastiquement le nombre d'ours. Tomáš Taraba, le ministre de l'Environnement d'extrême droite, a commencé par placer ses hommes aux postes clés. Sept des neuf directeurs des parcs nationaux ont été licenciés. Dans les Hautes Tatras, Pavol Majko a été renvoyé après dix-sept ans et remplacé par Peter Olexa, membre du SNS et chasseur condamné par le passé pour braconnage de loups.

« Pour les ours, le gouvernement n'a qu'une solution, c'est le fusil », lâche d'emblée Michal Haring. Trappu, cheveux ras et grosse voix, il travaille depuis dix-sept ans à la coexistence des plantigrades et des humains. Ancien de la brigade d'intervention des ours, passé brièvement par le parc des Tatras, il a tout quitté en 2023 quand la politique environnementale a changé. L'un de ses grands projets dans les Tatras a été la protection des ordures. « Si des ours commencent à manger de la nourriture d'origine humaine, cela transforme très vite leur comportement. Ils n'ont plus peur des hommes, mais ils risquent toujours de charger si on s'approche d'eux », explique-t-il.

ÉPICENTRE DE LA PEUR

Avec le soutien du gouvernement précédent, il a fait construire dans la région 160 conteneurs sécurisés – des sortes de cages d'acier où sont rangés les bacs à ordures – dans les endroits où les ours avaient pris l'habitude de fouiller les poubelles. Des petites poubelles renforcées ont ensuite été installées dans les parkings du parc. « On a tout fait tester par les ours du zoo de Kosice. J'ai rempli la poubelle de poison fumé et de miel et on les a laissés essayer de l'ouvrir. S'ils n'y arrivent pas, ils se découragent vite », raconte-t-il en plongeant sa grosse paluche dans un modèle installé en bord de route pour démontrer l'efficacité du système.

Dans les villages qui bordent le parc, les ursidés sont devenus des visiteurs moins réguliers. « En 2020, j'étais dehors toutes les nuits pour faire fuir les ours qui traînaient dans les poubelles. Ils étaient partout. On a reçu plus de 200 appels des habitants cette année-là, et 18 seulement en 2022 après qu'on a installé les conteneurs sécurisés », explique Michal Haring. A Starý Smokovec, le plus gros village du coin, le seul ours encore dans les parages est brun clair et dressé sur ses pattes arrière. Il a été abattu en 2010 après être tombé sur le râble d'un travailleur qui buvait son café. On l'a empaillé au musée.

Dans la région de Banská Bystrica, à deux heures de route à l'ouest, il n'est pas question de poubelles pour éloigner les ours, mais de plomb. C'est ici que sont morts la plupart des quelque 40 ours abattus depuis le début de l'année. Ici, aussi, que les plantigrades sont devenus un sujet politique. Dans la plaine qui s'allonge au pied des collines de Pol'ana, se condense un mélange explosif. Les champs de maïs entourent des villages où les chasseurs sont légion et l'extrême



Michal Haring. Impliqué dans la protection des ours, au musée du Parc national des Tatras.



Dans le nord de la Slovaquie, près du parc des Tatras, le 21 août. Une étude de l'université Charles a dénombré entre 1100 et 1200 plantigrades dans le pays.

droite bien installée depuis longtemps. Au fil de l'avancée des épis face à la pomme de terre, les ours se sont rapprochés des habitations, et la psychose a commencé à se répandre.

Ocová, un gros bourg de 2400 habitants, en est peut-être l'épicentre. Son maire est Rudolf Huliak, chasseur devant l'éternel et visage bien connu du SNS. Il a été le premier à présenter l'ours comme la préoccupation principale des campagnes, à insister sur la peur qui se répandait chez les villageois. Elu député en 2023, il préside depuis la commission environnement du Parlement, qui lui donne les coudees franches pour transformer en profondeur la politique des ours. Comme le ministère de l'Environnement, il n'a pas donné suite à nos questions.

TROPHÉES DE CHASSE

Après des mois de battage médiatique, la peur s'est infiltrée dans la population. Selon un sondage publié en mai, 43% des Slovaques estiment que les ours sont un problème grave. Dans les villages, les histoires de l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'ours se répandent. A plusieurs reprises, des citoyens ont alerté les autorités, persuadés d'en avoir repéré, alors qu'il s'agissait en réalité de traces de sangliers ou d'empreintes de gros chiens.

Au café de Ocová, où des hommes plus ou moins vieux sont rassemblés devant des pintes et du foot, il suffit de mentionner les plantigrades pour que les répliques fusent. «Des ours, il y en a beaucoup plus qu'avant, beaucoup trop», affirme Jan, un quadra en tee-shirt Adidas qui fait du VTT dans la forêt. Dusan, casquette du SNS sur le crâne et chemise à carreaux ouverte jusqu'au troisième bouton, indique du haut de ses trente-cinq ans de chasse qu'il y a «trois fois plus d'ours qu'avant». «Depuis trois ans surtout, ils sont plus nombreux et ils s'approchent plus du village. Avec tout ce qu'ils mangent, ils se reproduisent plus vite.» Il aimerait que des quotas de chasse soient établis pour «limiter la population au niveau nécessaire», c'est-à-dire, dans son esprit, la diviser par trois.

En Slovaquie, les chasseurs sont un lobby puissant. On en compte 70 000 enregistrés dans le pays. «Pour moi, ils ont contribué à créer la peur et les problèmes. D'abord, en parlant des ours à tout bout de champ, en clamant qu'il y en aurait au moins 6 000, alors que la plupart des gens n'en ont jamais vu un de leur vie. Mais aussi avec leurs sites d'appât. En déversant de la nourriture près des miradors pour attirer le gibier, ils ont fait venir les ours», estime Michal Wiezik, eurodéputé du parti d'opposition Slovaquie progressiste installé dans la région de

«La brigade n'essaie plus de capturer les ours pour les relâcher ailleurs, elle n'essaie plus de les effrayer, elle tire tout de suite. Même sur des oursons. Certains d'à peine 15 kilos ont été tués.»

Marián Hietko ex-chef de la brigade d'intervention des ours

Bánska Bystrica. A ses yeux, la tactique pourrait même avoir été délibérée. «Les chasseurs rêvent d'avoir les ours comme proie», souligne-t-il. C'est prestigieux et ils pourraient vendre les trophées, ou même des permis de chasse à de riches étrangers.»

Les chasseurs commencent en tout cas à avoir gain de cause. «Au moins 46 ours ont été abattus depuis le début de l'année, certains directement par des chasseurs, en coopération avec l'organisme étatique de protection de la nature, le Sopsr. En 2022 et en 2023, on en avait euthanasié seulement 16, la plupart avec des flé-

chettes de tranquillisants», explique Marián Hietko, l'ancien chef de la brigade d'intervention des ours. Depuis son renvoi, après l'entrée en fonction du gouvernement de Fico, il surveille de près les actions de ses anciens collègues. Contacté, leur nouveau chef n'était pas disponible pour un entretien.

Selon les directives européennes, un ours peut être abattu uniquement si son comportement est problématique, et si les moyens non létaux n'ont pas réussi à l'éloigner des installations humaines. En Slovaquie, une autre possibilité vient d'être ouverte par une loi votée au printemps. Elle permet au ministère de l'Environnement d'émettre des permis pour abattre un ours qui se serait approché à moins de 500 mètres d'un village, même sans se montrer agressif. «C'était important politiquement pour le SNS de montrer à ses électeurs qu'il agit. Mais la brigade des ours n'en a pas eu besoin pour commencer à abattre des plantigrades dans des conditions troubles», estime Marián Hietko.

«PROMESSES ÉLECTORALES»

L'homme brun et mince est venu au rendez-vous avec une épaisse pochette de documents sous le bras. A force de demandes d'informations publiques, il a retracé de nombreux cas litigieux, où le comportement des ours abattus ne posait pas

de problème. Un mâle de 83 kilos a par exemple été tué par des chasseurs le 15 mai, avec l'accord du Sopsr, à proximité de Ziar nad Hronom, un village de la région de Bánska Bystrica. Officiellement, des dommages infligés à des ruches l'auraient justifié. Mais les autorités du district n'ont enregistré aucun cas de ruches endommagées de toute l'année. Par ailleurs, tous les signalements enregistrés de l'ours le localisaient dans la forêt et non dans le village. «La brigade n'essaie plus de capturer les ours pour les relâcher ailleurs, elle n'essaie plus de les effrayer, elle tire tout de suite. Même sur des oursons. Certains d'à peine 15 kilos ont été tués cette année», regrette Marián Hietko.

A quelques centaines de mètres de l'aérodrome d'Ocová – un hangar isolé du village où trône un vieux zinc – coule une petite rivière abritée par les arbres. Le 6 mai, un jeune ours de 35 kilos y a été abattu. Autour du village de Rudolf Huliak, au moins cinq plantigrades ont été abattus depuis le début de l'année. Dont l'un par le maire lui-même. «Nous tenons nos promesses électORALES», s'est-il alors vanté sur les réseaux sociaux, en légende d'une photo où il pose, dominant la dépouille de toute sa hauteur. Selon un habitant du village, la peau de la bête est depuis exposée comme trophée dans son association de chasseurs. ➤

CLÉMENTINE AUTAIN «Il faut se faire aimer d'autres parties de l'électorat»

Recueilli par
CHARLOTTE BELAÏCH
et **SACHA NELKEN**

Membre du Parti communiste français puis de La France insoumise (LFI), désormais inscrite dans le groupe écologiste à l'Assemblée, la députée de Seine-Saint-Denis Clémentine Autain a toujours plaidé pour l'union de la gauche. Aujourd'hui encore, alors qu'elle sent émerger des tentations de rupture, celle qui a lancé le mouvement l'Après avec Raquel Garrido, Danielle Simonnet et Alexis Corbière, tous exclus de LFI, appelle le Nouveau Front populaire (NFP) à se solidifier pour construire une candidature commune à la prochaine présidentielle. **Michel Barnier va former un gouvernement qui, sans aucun doute, penchera à droite. Quelles conclusions en tirez-vous ?**

C'est un immense hold-up. L'enseignement principal des dernières législatives, c'est le barrage à l'extrême droite. Or, nous avons un Premier ministre qui provient d'un parti ayant refusé le front républicain et qui est compatible avec le RN. Le Président, élu deux fois pour faire barrage à Marine Le Pen, pactise aujourd'hui avec elle. Il invente une nouvelle formule du «en même temps» : et de droite, et d'extrême droite. Je suis révoltée.

Il s'assure ainsi une forme de continuité.

Il ne cherche pas la stabilité du pays mais la continuité de sa politique. Il n'a pas nommé Lucie Castets à Matignon parce qu'il savait qu'en quelques décrets, nous pouvions défaire des éléments essentiels de sa politique, sur les retraites ou les salaires notamment. Macron passe son temps à marcher sur le corps de tous les mécanismes démocratiques et alimente le dégoût des Français vis-à-vis de la politique. Ça me rappelle 2005 et le mépris du résultat du référendum sur la Constitution européenne. Tout cela génère de la résignation et du ressentiment. Mais je crois que la colère et l'espoir vont prendre le dessus.

Depuis le lancement du NFP, vous insistez sur le fait qu'il ne peut pas être qu'un «cartel de partis». Comment l'empêcher ?
Nous devons le déployer, de bas en haut, en commençant par des assemblées du NFP partout

La députée de Seine-Saint-Denis, qui a rompu avec LFI, a créé le mouvement l'Après avec d'autres anciens insoumis. Elle continue de plaider pour un renforcement du Nouveau Front populaire, jugeant cependant qu'il doit élargir sa base électorale à un nouveau public.

en France. Nous avons besoin d'un cadre pérenne et structuré. C'est la condition pour se tourner, ensemble, vers les Français, les convaincre que nous sommes l'alternative. Il est urgent de prolonger l'élan déployé lors de la campagne des législatives en permettant aux forces citoyennes, sociales, culturelles d'y trouver leur place. Dans la séquence, les partis se sont renforcés, et c'est bien, mais certains n'ont pas envie d'adhérer à l'un des partis, ils veulent adhérer au tout. Je plaide pour que l'adhésion directe au NFP soit possible.

N'y a-t-il pas un risque, qu'à terme, le NFP explose comme la Nupes ?

Il faut le conjurer, éviter de reconstituer le scénario des deux gauches irréconciliables. Faire vivre l'union en dehors du partage des circonscriptions, c'est crédibiliser notre capacité à gouverner ensemble. Et anticiper les échéances électorales à venir. Si le pays s'enfonçait dans la crise de régime et que les gouvernements s'enchaînaient faute de majorité, Emmanuel Macron pourrait être contraint de démissionner.

Comment préparer une potentielle présidentielle anticipée ?

Il faut se préparer à une candidature unique des gauches et des écologistes, donc trouver un cadre et une méthode de désignation commune. **Vous sentez les partis prêts à cela ?**

Pour l'instant, on a le sentiment que certains imaginent un scénario alternatif à l'union des gauches et des écologistes. Mais avec la tripartite du champ politique, il n'y en a pas si l'on veut gagner. Comment faire sans LFI, la force de gauche qui a le plus de députés, comme le rêve l'opposition à Olivier Faure au sein du PS ? Ce n'est pas sérieux. De l'autre côté, on voit bien que Jean-Luc Mélenchon se prépare pour une quatrième présidentielle alors que

tout le monde sait qu'il ne fait pas consensus au sein du NFP. Tous ceux qui voudront détruire l'union seront des acteurs de la défaite. **Comment la gauche peut-elle l'emporter ?**

En se rassemblant et en travaillant. Où va-t-on chercher les électeurs manquants pour conquérir la majorité ? C'est le grand débat stratégique. Tout le monde doit tirer les enseignements du bilan de l'ère Hollande qui a désespéré les catégories populaires et détruit la gauche. C'est ce qui explique en grande partie le succès de Jean-Luc Mélenchon aux présidentielles, même s'il n'a pas franchi le seuil du second tour. L'ancrage dans une gauche franche, déterminée à lutter contre le néolibéralisme et le productivisme, à faire vivre l'esprit public, me semble déterminant. Mais cette perspective de rupture n'est pas synonyme de clivages ou de propos fracassants à tout instant. À la fin, il faut conquérir la majorité de l'électorat.

Où aller chercher ces 51% ?

Nous avons des points de force à conforter dans la jeunesse, les cœurs de métropole et les quartiers populaires à forte population issue de l'immigration. Pour l'emporter, il faut aussi se faire aimer dans d'autres parties de l'électorat. Il y a

des trous béants dans certains territoires, notamment les sous-préfectures, beaucoup à reconquérir chez les ouvriers et employés, du boulot pour convaincre les personnes âgées. Les enjeux du travail et des services publics mériteraient d'être mis en avant. Et quand je lis que les Français estiment le RN moins dangereux pour la démocratie que LFI, je pense que les grands médias ne peuvent pas être tenus pour seuls responsables. L'enjeu n'est pas de faire simplement un bon premier tour, mais de gagner au deuxième. **Quel va être le rôle de Lucie Castets à présent ?**

Elle est la preuve vivante que le NFP est possible. C'est donc une très bonne nouvelle qu'elle fasse le choix de s'engager durablement. Elle peut aider à ouvrir et structurer le NFP au-delà des partis.

Comment vivez-vous la vie hors de LFI ?

La brutalité des purges laisse évidemment des traces qu'il faudra dépasser. Nous avons été exclus pour avoir dit nos désaccords sur le traitement de l'affaire Quatennens, défendu la démocratie interne, plaidé pour le respect des syndicats pendant la réforme des retraites, dit notre désaccord sur les termes utilisés lors du 7 Octobre, manifesté à Strasbourg contre l'antisémitisme, plaidé inlassablement pour la culture de l'union à gauche et pour un profil moins clivant. Puisqu'il n'est pas possible d'être en désaccord avec la direction au sein de LFI, nous continuerons à défendre nos convictions ailleurs.

La direction de LFI vous accuse d'avoir préparé votre départ avant même votre éviction.

Oui, nous avons déposé des statuts pour un club de réflexion puisque nous n'avions aucun espace dans le mouvement. On est virés pour ça ? C'est grotesque.

Quelle est la suite pour l'Après ?

Notre association tiendra son AG constitutive le 5 octobre. Nous voulons rassembler celles et ceux attachés à l'union, à la démocratie et à l'ouverture sur la société mobilisée, sur la base d'un projet de transformation en profondeur. Je suis favorable à la mutualisation de nos forces avec d'autres mouvements politiques proches, comme Picardie debout ou Génération S. Ce qui est paradoxal, c'est que nous étions les plus acharnés à défendre l'union, et nous avons été mis de côté. Ça ne me pose pas de problème tant que le projet pour lequel je me bats voit le jour. Mais je sens poindre des tentations très fortes de faire exploser l'outil unitaire, donc je pense qu'on aura besoin d'un espace ciment. ➤

La gauche fait front contre Michel Barnier

Après plusieurs semaines à tenter d'installer Lucie Castets à Matignon, les différentes forces du Nouveau Front populaire abordent la nouvelle séquence en ordre de bataille, revendiquant le statut de seule véritable opposition.

Si Michel Barnier en doutait, le voilà fixé. Aucun socialiste n'intégrera le gouvernement du nouveau Premier ministre qui, lors de sa première interview télévisée, a expliqué qu'il comptait ouvrir son équipe à «des personnalités de gauche». C'est en tout cas ce que lui ont affirmé le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, et le président du groupe rose à l'Assemblée nationale, Boris Vallaud, lors d'un échange téléphonique lundi. La direction du parti rejette d'ailleurs toute entrevue avec le transfuge de LR jusqu'à sa déclaration de politique générale. À l'inverse, le communiste Fabien Roussel sera reçu le 17 septembre par le Premier ministre. Mais l'ex-député du Nord ira au rendez-vous «sans illusion», uniquement pour marteler les grandes priorités de son parti.

Revirements. Après plusieurs semaines à tenter d'installer Lucie Castets à Matignon, le Nouveau Front populaire aborde donc la nouvelle séquence dans la peau d'opposant. Pour certains membres de l'alliance, le refus du Rassemblement national de censurer d'entrée de jeu Michel Barnier fait de la gauche la seule opposition réelle au pouvoir en place. «Le RN est la dernière béquille d'Emmanuel Macron», attaque le député LFI Paul Vannier. D'ici aux prochaines échéances électorales, une part importante du NFP veut

s'appuyer sur ce constat pour dénoncer les revirements du parti d'extrême droite. En plus de la bataille à mener autour des propositions phares des dernières législatives, comme la hausse du smic ou l'abrogation de la réforme des retraites. Quand la session parlementaire s'ouvrira, les députés de la coalition de gauche auront un autre combat à mener, celui de la censure. À peine la nomination de Michel Barnier officialisée, les quatre formations de la coalition ont fait savoir qu'elles tenteraient de faire tomber le gouvernement, pour dénoncer le refus d'Emmanuel Macron d'appeler Lucie Castets à gouverner. «Dès que la procédure nous le permettra, nous déposerons la motion de censure promise», assurent les insoumis. Le salut du gouvernement dépendra ensuite du choix du Rassemblement national de se rallier ou pas, par leurs votes, à l'initiative du NFP.

Déstitution. Pour être forte dans la période, la gauche sait qu'elle doit rester unie. Malgré tout, l'alliance ne parle pas d'une seule voix sur tous les sujets. Alors que les socialistes ont refusé de se joindre à une éventuelle procédure de destitution d'Emmanuel Macron, portée par les insoumis, les mélenchonistes martèlent qu'à leurs yeux, un tel projet ne relève pas seulement de la communication. Les députés LFI ne manquent pas de souligner que des élus écologistes et communistes se sont joints à leur procédure de destitution. «La question maintenant, c'est le positionnement du PS», assure une parlementaire proche de Mélenchon. Au-delà du soutien ou non des roses au fond du texte, LFI attend de voir si les membres PS du bureau de l'Assemblée nationale se prononcent pour que le débat se tienne en commission des lois. Ce qui serait la deuxième étape d'un projet hautement improbable.


SACHA NELKEN



FRONTAL

Chaque mardi la newsletter de «Libération» passe au crible l'extrême droite, du RN aux groupuscules violents

Inscrivez-vous sur libe.fr/frontal



Par
IVAN LOGVENOFF

Christophe pourrait raconter des heures la façon dont ses deux jeunes enfants, baptisés et inscrits dans une école catholique, ont changé sa vie et celle de son mari. «*Mon acte de militantisme, c'est de montrer qu'ils sont comme les autres*», insiste le cardiologue en région parisienne. Il leur parlera peut-être un jour des montants déboursés au Canada, environ 80 000 euros pour son aînée et 100 000 euros pour la seconde. Christophe le sait : tous les couples ne peuvent assumer de telles sommes.

Pour rassembler l'argent nécessaire, certains «*mettent jusqu'à cinq ans*», souligne Dominique Mennesson, fondateur de l'association Clara. Pionniers du combat pour la gestation pour autrui (GPA), une pratique interdite en France, lui et sa femme ont dû faire appel à la justice pour faire reconnaître leurs deux filles nées aux États-Unis. Le couple a incarné le débat houleux sur le sujet, centré sur la marchandisation du corps féminin. Ils s'en souviennent encore : eux avaient déboursé 50 000 euros pour chaque grossesse dans les années 90. Trente ans plus tard, un parcours américain est trois fois plus onéreux.

Depuis 2019, le marché mondial de la GPA aurait doublé, et pèserait aujourd'hui 14 milliards de dollars, selon une estimation du cabinet Global Market Insights. La France, où entre 200 et 300 enfants issus de GPA à l'étranger reviennent chaque année selon les chiffres des associations, générerait à minima 40 millions d'euros à elle seule. «*On n'est pas dupes, on sait que c'est un business*», reconnaît Romain, déjà père d'un enfant et qui a récemment entamé des démarches en Argentine. Comme lui, beaucoup de parents interrogés estiment être les victimes collatérales de cette libéralisation, qui sert les arguments des opposants à la GPA, et nourrit les préjugés sur les familles.

MARCHÉ EN ÉBULLITION

Si l'Amérique du Nord est la destination la plus chère, elle est aussi la plus sûre. «*Pour ne pas prendre des risques inconsidérés, il faut un cadre clair, c'est-à-dire une loi précise qui définit la filiation, ainsi que le consentement libre et éclairé des femmes porteuses. Si on ajoute une condition sur le droit du sol pour l'enfant, afin qu'il puisse avoir un passeport pour rentrer, seuls le Canada et les États-Unis sont suffisamment protecteurs*», résume Dominique Mennesson. À l'inverse, son association déconseille «*fortement*» de se tourner vers Chypre, l'Argentine, ou le Mexique. Mais l'intérêt pour ces autres destinations est d'autant plus fort que le prix des GPA a augmenté de 30 % environ aux États-Unis depuis 2019. Dans tous les États américains, sauf dans le Nebraska et en Louisiane où la compensation reste illégale, il faut, en 2024, déboursier entre 150 000 et 250 000 euros au total pour une grossesse unique, trois fois plus qu'en Argentine.

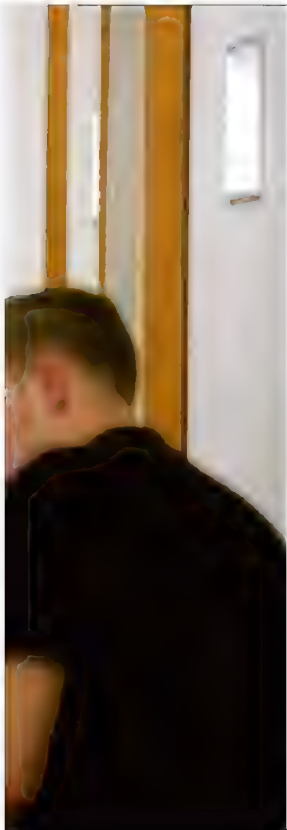
Pour Ron Poole, directeur de l'association américaine Men Having Babies, l'explosion des coûts est intervenue au moment de l'épidémie de Covid, «*qui a créé un décalage entre l'offre et la demande, dont les agences, mettant les parents en relation avec les femmes*» ●●●



À une conférence de l'association américaine d'aide à la GPA «Men Having Babies», à Bruxelles en 2016. N.MAETERLINCK BELGA AFP

Gestation pour autrui Le boom du baby business nord-américain

Outre-Atlantique, les prix des agences de femmes porteuses et des cliniques, vers qui se tournent les couples français faute de loi sur la GPA dans l'Hexagone, ont explosé depuis 2019.



théorie les compensations aux frais réels déboursés par les porteuses. Divisée par deux du côté des parents, la note finale reste malgré tout élevée, en raison de certains arrangements dans les agences.

Les parents d'intention doivent ensuite trouver une seconde femme qui leur vendra ses ovocytes. Moins connu, cet aspect de la GPA est celui qui dérange le plus souvent les parents français. « On se retrouve face à un catalogue avec les photos des femmes, leurs antécédents médicaux. Avec mon mari, on a fini par choisir quelqu'un [qu'on nous ressemblait], se souvient Guillaume, graphiste bordelais, dont le fils est né en 2020 au Canada. Payés environ 2000 euros à la donneuse, ces ovocytes permettent ensuite à une clinique spécialisée de créer l'embryon qui sera transféré chez la porteuse. Parmi les noms les plus fréquemment cités aux États-Unis, le Pacific Fertility Center à Los Angeles, Las Vegas Fertility Center ou Overlake Reproductive Health à Seattle émergent. Environ 40 000 euros pour cette procédure. Les Américains peuvent obtenir le remboursement d'une partie des frais par leur assurance maladie, voire par leur entreprise. Morgan Stanley, Netflix, Apple, Disney : de nombreux groupes accordent des aides à leurs salariés pour des montants allant jusqu'à 80 000 euros.

Aux États-Unis, le business de la fertilité se porte donc très bien. Circle, l'une des plus grosses agences américaines, revendique une croissance annuelle de 10 % environ depuis cinq ans. *« En plus des problèmes liés au Covid, la demande augmente aussi de manière structurelle grâce à la tolérance vis-à-vis des familles LGBT, l'augmentation de l'âge au premier enfant chez les couples hétérosexuels, ou encore les problèmes de fertilité »*, souligne son PDG Sam Hyde. Avec environ 60 naissances sur 360 par an, détaille l'entrepreneur, les Français sont la nationalité la plus représentée au sein de son agence, juste derrière les Américains.

Cercle fait partie de la holding Northstar, également dirigée par Sam Hyde, qui se présente comme une «référence en matière d'éthique de la fertilité». Ces entreprises acceptent uniquement les parents infertiles et ne retiennent que 2% des femmes candidates pour devenir gestatrices. Un âge trop avancé, l'absence d'enfants ou encore des revenus trop faibles font partie des critères de refus. Mais de nouveaux intermédiaires moins scrupuleux sont apparus depuis une dizaine d'années. Des adhérents de l'association Clara ont été victimes d'entreprises, très bien référencées sur Internet, qui promettent des GPA à bas coût dans des pays risqués, quitte à faire perdre de l'argent aux familles.

«ÉTHIQUE ET FERTILITÉ»

Dans un discours classique aux Etats-Unis, les parents français entendent d'abord en relation avec l'une des agences spécialisées. Circire, Surrogacy Connection ou IARC : ces entreprises présentent une potentielle gestatrice et accompagnent les familles tout au long du processus pour environ 40 000 euros. A ce frais s'ajoute une compensation pour la femme porteuse, à hauteur de 40 000 euros au moins, mais qui peut monter jusqu'à 70 000 euros en fonction des profils. Au Canada, la réglementation impose des «grossesses altruistes» depuis 2004. Ilipitant en

Un point sensible concerne la définition d'une compensation « acceptable ». Lorsque nous la contactons par visio, Jessica, qui a accouché de trois enfants pour des familles françaises et chinoises, n'hésite pas à parler de ses grossesses comme d'un « travail ». « Nous ne portons pas les enfants uniquement pour l'argent, mais c'est la compensation qui nous motive à nous inscrire dans les agences », assume cette psychologue californienne. Avec les 165 000 euros qu'elle a touchés, elle a pu financer des formations universitaires pour elle et pour son mari ouvrier, et rembourser un prêt immobilier. Des gains qui ont rendu plus supportables les multiples injections nécessaires pour l'implantation de l'embryon.

INSÉCURITÉ JURIDIQUE

Carrie, infirmière-cadre canadienne qui a porté l'enfant de Guillaume, a également un souvenir douloureux du début du processus. « *J'aurais pu tomber enceinte sans toutes ces injections* », pointe celle qui dit souffrir aujourd'hui de diabète, de mal de dos, et d'un surpoids liés à cette grossesse. Ayant touché au total 17 000 euros, sa principale consolation vient du contact maintenu avec Guillaume, son mari et leur enfant, pour qui elle est une « *sorte de tante* ». Comme Jessica, Carrie alerte les potentielles candidates à la GPA contre la perspective d'un argent trop facile.

Pour protéger familles et porteurs de vie, les associations françaises restent convaincues qu'une loi légalisant et encadrant la GPA en France reste la meilleure solution. Une proposition de texte avait même été mise sur la table des 2010 par des sénateurs Ump et PS, avant d'être abandonnée. L'opinion y semble plutôt favorable : selon un sondage Ifop pour l'Association des familles homoparentales de mai, près de 71 % des Français soutiendraient l'ouverture de la GPA aux couples hétérosexuels, et 56 % pour les couples homosexuels.

Rouvrir les discussions sur la base de cette proposition permettrait notamment de revenir sur la loi de bioéthique de 2021, qui a mis familles et enfants en insécurité juridique. Le texte, qui interdit expressément la GPA en France, prévoit que seul le parent biologique figure désormais sur l'acte de naissance français. Les familles doivent donc demander une adoption plénière du conjoint auprès de la justice. *«Il y a une période de six à huit mois où l'enfant n'est pas sécurisé: c'est une instrumentalisation politique»*, déplore Nicolas Favet, de l'Association des parents gays et lesbiens.

Une première étape, avance l'Américain Ron DeFeo, pourrait aussi consister « à définir des critères éthiques par rapport aux GPA à l'étranger, afin de faciliter la reconnaissance des enfants qui entrent dans le pays ». A plus long terme, certains proposent de créer un établissement public, dans l'esprit du don du sang, qui remplacerait les agences privées pour mettre en relation parents et femmes porteuses. Autant de propositions sur lesquelles la nouvelle Assemblée pourra se pencher, afin de protéger des familles qui, déjà sous pression de l'intolérance de certains proches, doivent parfois subir en plus des obstacles juridiques ou économiques. ♦



LIBÉ.FR **Débat Harris-Trump : l'analyse de «Libé»**
Le débat présidentiel de cette nuit aux Etats-Unis, dont vous pouvez lire le compte rendu sur *Libération.fr*, marque l'accélération de la campagne. Newsletter, journal de campagne, reportages, directs... pour vous aider à suivre cette actualité riche et éclairer le fonctionnement de cette élection, la rédaction se mobilise.

Coopération judiciaire: la soudaine volte-face de Telegram en France



Pavel Durov en 2016 à Barcelone. PHOTO ALBERT GEA REUTERS

Jusqu'ici quasi mutique, la messagerie a commencé à répondre aux réquisitions depuis que son patron Pavel Durov a été interpellé. Plusieurs enquêtes sont concernées. Mais la prudence est de mise pour les autorités.

Par **EMMANUEL FANSTEN** et **AMAELE GUITON**

Le revirement est inédit. Historiquement rétif aux réquisitions judiciaires, au point de s'être attiré les foudres de la justice française, Telegram a commencé à changer de stratégie

juste après l'interpellation en France, le 24 août, de son sulfureux patron, Pavel Durov. Selon nos informations, la plateforme de messagerie a en effet donné suite à des demandes formulées par l'Office mineurs (Ofmin) de la police nationale et la gendarmerie dans plusieurs enquêtes pénales, en livrant des éléments susceptibles d'identifier certains suspects. Des dossiers de pédocriminalité, notamment, sont concernés. Un changement de pied perceptible dès la garde à vue de Durov. «La porte s'ouvre vraiment», confirme à *Libération* Johanna Brousse, cheffe de la section «J3» – dédiée à la cybercriminalité – de la juridiction nationale de lutte contre la criminalité organisée (Junalco) du parquet de Paris. Le

L'HISTOIRE DU JOUR

mot se passe désormais entre tous les parquets de France, fortement incités à relancer leurs propres investigations impliquant Telegram, jusqu'ici en souffrance. «Nous constatons en effet que, depuis quelque temps, Telegram est plus enclin à collaborer avec la justice, indique à *Libération* le parquet fédéral belge. Nous surveillons ce dossier de près en espérant que la collaboration continuera d'évoluer dans le bon sens.» Cueilli sur le tarmac de l'aéroport du Bourget alors qu'il venait passer la soirée dans la capitale, Pavel Durov, 39 ans, a été mis en examen pour «refus de communiquer les informations nécessaires aux interceptions autorisées par la loi», mais aussi pour complicité de délits commis par des usagers via la plate-

forme : des incriminations justifiées, pour les magistrats, par le caractère systématique des non-réponses aux réquisitions judiciaires. Or depuis, si la plateforme se targue toujours sur son site web d'avoir divulgué «zéro octet de données utilisateur à des tiers, y compris aux gouvernements», le discours public du PDG, lui, a clairement changé.

«Deepfakes». Dans un long message publié jeudi sur sa chaîne Telegram, Pavel Durov affirme désormais que son entreprise «a un représentant officiel dans l'UE qui accepte les demandes de l'UE et y répond... Pour autant, aucun «rapport de transparence» sur les données transmises aux autorités n'était disponible pour la France. Détail cocasse : selon nos constatations, le «bot»

(robot) chargé de fournir ces rapports via Telegram, qui fonctionnait encore il y a quelques jours, était, mardi, «en maintenance». A titre de comparaison, le dernier rapport de transparence de Meta, maison mère de Facebook, Instagram et WhatsApp, fait état de près de 7500 réquisitions judiciaires françaises pour la seule période de juillet à décembre 2023, 67% d'entre elles ayant donné lieu à une transmission de données. Les manifestations d'une coopération nouvelle de Telegram et de son patron relèvent elles de la seule nécessité d'amadouer, au moins temporairement, la justice française ou d'une inflexion plus durable? Les sources proches du dossier oscillent entre la satisfaction de voir avancer des enquêtes jusque-là encalminées et

la prudence dans l'attente de vérifier si la tendance se confirme. «Il est encore trop tôt pour dresser un bilan», concède Johanna Brousse. Contacté, l'avocat de Durov n'a pas encore donné suite à nos sollicitations. La pression, en tout cas, ne vient pas que de Paris. Tout début septembre, Telegram a finalement accepté de supprimer des deepfakes pornographiques signalés par l'autorité de régulation des médias sud-coréenne, juste après que la police du pays a ouvert une enquête. Selon l'agence de presse Yonhap, l'entreprise a même «présenté ses excuses» pour son défaut de modération et «fourni une adresse mail spécifique au régulateur sud-coréen. «Les lignes bougent très vite», se félicite une source judiciaire française.

«Vérfiées». Autre signe d'une volonté de Telegram de montrer patte blanche : ce message publié vendredi par Pavel Durov, dans lequel le milliardaire franco-russe déclare vouloir faire de la modération de sa plateforme une «matière à éloges» plutôt qu'une «matière à critiques». Un positionnement qui tranche avec son credo libertarien, même s'il est déjà arrivé à la plateforme, sous la pression, de lâcher un peu de lest en la matière (elle avait notamment, en 2016, annoncé la suppression de chaînes jihadistes). Surtout, il annonce la disparition d'une fonctionnalité controversée, la «recherche de personnes à proximité», au nom de «problèmes avec des bots et des escrocs» – en réalité, elle était accusée par les autorités de nombreux pays d'encourager les trafics, en particulier de stupéfiants. Elle devrait être remplacée par une fonction «entreprises à proximité», qui permettra aux utilisateurs d'entrer en contact avec des sociétés «légitimes et vérifiées». Une petite révolution difficile à imaginer il y a encore quelques semaines. ➤



Disparition James Earl Jones, il était une voix

Le comédien au timbre baryton, qui marqua des générations de fans de *Star Wars* avec son interprétation vocale de Dark Vader, est mort lundi. Né dans le Mississippi en 1931, grandi dans le Michigan, il fut l'un des acteurs afro-américains les plus célèbres de sa génération, rare détenteur de l'Egout, grand chelem des trophées du divertissement aux États-Unis. Sa carrière immense, de *Docteur Folamour* au *Roi lion*, s'étendit sur plus de soixante ans. PHOTO THE WASHINGTON POST GETTY

brés de sa génération, rare détenteur de l'Egout, grand chelem des trophées du divertissement aux États-Unis. Sa carrière immense, de *Docteur Folamour* au *Roi lion*, s'étendit sur plus de soixante ans. PHOTO THE WASHINGTON POST GETTY

Paris Après les coups d'une institutrice, une procédure disciplinaire ouverte

La vidéo choquante d'une enseignante frappant un enfant de 3 ans fait le tour des réseaux sociaux depuis lundi, provoquant une vague d'indignation dans le monde éducatif. On y voit la petite fille, en larmes, hurler devant ses camarades alors que son institutrice lui assène des coups dans le dos et l'asperge d'un liquide. En réaction, le rectorat a déclenché mardi, comme le voulait la ministre de l'Éducation nationale démissionnaire, Nicole Belloubet, l'ouverture d'une procédure disciplinaire et a suspendu l'enseignante du XV^e arrondissement de la capitale. Les parents ont annoncé avoir déposé plainte.

Montagne Le massif du Jura atteint un nouveau sommet

Le massif a un nouveau point culminant, nommé «J1», de 1720,8 mètres d'altitude, selon une étude de l'université de Lausanne communiquée lundi. Situé dans la réserve naturelle de la haute chaîne du Jura, dans l'Ain, il détrône le crêt de la Neige, du même département, évalué par l'université à 1718 mètres. «Le J1 n'avait pas attiré l'attention jusqu'ici, probablement parce qu'il n'est pas très apparent, entouré d'arbres, et que les méthodes traditionnelles de calcul par triangulation se basent sur l'intervisibilité des pics», détaille dans un communiqué György Hetényi, co-auteur de l'étude.

LIBÉ.FR

Face à la menace de l'extrême droite allemande, Olaf Scholz prend Schengen en otage

Lundi, le chancelier a annoncé réinstaurer des contrôles à toutes ses frontières pour tenter de «réduire l'immigration illégale». Un aveu d'échec face à l'extrême droite qui, après le succès de l'AFD en Thuringe au début du mois, pourrait connaître un nouveau triomphe électoral le 22 septembre, dans le Brandebourg. PHOTO REUTERS

Pour Benyamin Nétanyahou, plus longue sera la chute

Le segment est passé à une heure de grande écoute sur la radio publique israélienne, lundi. «Arrêtez de vous préoccuper des sièges et des sondages. Arrêtez!» dit une voix déchirée, celle d'Elchanan Danino, rabbin ultraorthodoxe séfarade, et père d'Orli, qui faisait partie des six otages israéliens exécutés par le Hamas et retrouvés à Gaza dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre. En face, Benyamin Nétanyahou, en visite officielle à la famille, encaisse. «Je ne sais pas s'il y avait un accord ou pas... Mais mon fils a été exécuté dans un tunnel que vous avez construit, continue le père. Vous êtes au pouvoir depuis des années, le béton et les dollars sont rentrés avec votre permission.» Le rabbin en appelle aux valeurs juives, à la conscience du Premier ministre, qui doit prendre ses responsabilités. Celui-ci se défend mollement. C'est sa femme, Sara Nétanyahou, qui contre-attaque: «Rabbin Elhanan, vous répétez des choses qu'on vous a dit de dire.» Les journalistes laissent au public le temps de digérer. «Comment peut-on

dire au père d'un otage, dont le fils vient de mourir: 'tu dis ce qu'ils t'ont dit de dire' ?» s'indigne calmement l'un d'eux.

Depuis quinze ans, Nétanyahou, l'Etat hébreu incarné, serait le seul à défendre Israël «devant le monde, devant le président des États-Unis – et même devant les haut gradés ici», ajoute Sara Nétanyahou. Le message de victimisation est habituel, mais le manque de décence, l'attaque frontale au symbole des otages et des familles endeuillées, choque.

Dans une réponse vidéo, Nétanyahou a insisté qu'il «entendait leurs pleurs». Le cadrage, en plongée subtile, voulait donner une impression d'humilité. Mais cela n'affecte en rien la ligne du gouvernement: la guerre continue. Mardi, des avions israéliens ont ciblé, selon Tsaah, trois hommes du Hamas dans une tente en pleine zone humanitaire d'Al-Mawasi, sur la côte gazaouie. Il y aurait au moins des dizaines de morts, selon les secouristes. Les images de Palesti-

niens creusant le sable à mains nues, cherchant des survivants à la lueur des torches, sont insoutenables. Lundi fut une mauvaise journée pour le chef du Likoud. Le soir, le film *The Bibi Files* était projeté en avant-première au Festival international du film de Toronto. Le documentaire, presque deux heures et pas

encore terminé, se focalise sur ses affaires de corruption et

comporte des séquences vidéo de l'enquête. Ces fuites, jamais publiées, «font la lumière sur le personnage de Nétanyahou d'une manière extraordinaire et sans précédent», avait confié le producteur Alex Gibney à *Variety* début septembre. Nétanyahou a bien tenté d'interdire sa projection, en poursuivant un des producteurs, le journaliste israélien Raviv Drucker. La justice ne lui a pas donné raison. Pour l'instant, il reste impossible de le montrer en Israël. Pour les opposants à Nétanyahou, cette mauvaise passe est une opportunité. Découragée par le manque

de résultats de la mobilisation populaire, l'opposition voudrait s'atteler à diviser la coalition. Les arguments religieux, en particulier, sont avancés pour essayer de mettre à mal l'alliance entre le bloc ultraorthodoxe et le Likoud. «Je n'y crois pas une seule seconde», lâche Yanki Farber, journaliste du magazine *Behadrei Haredim* et commentateur hyperactif de la politique ultraorthodoxe. «Presque tout le monde en Israël est d'accord avec Danino: même ceux qui soutiennent Nétanyahou pensent qu'il a le droit et le devoir de dire ce qu'il pense. Mais cela ne changera rien. [...] Le problème de la politique israélienne, c'est qu'il n'y a pas de renouveau», explique-t-il. Pour beaucoup d'Israéliens, il n'y a pas d'alternatives: «S'il y avait une élection demain, se risque à parler Yanki Farber, même la famille Danino retournerait voter Shas», le parti ultraorthodoxe séfarade dont le leader, Arye Drey, est un allié inconditionnel de Nétanyahou.

NICOLAS ROUGER
Correspondant à Tel-Aviv

«Les ados ne se sentent pas menacés s'ils se passent de préservatifs.»

ANDRÁS KÖLTO
chercheur



La santé sexuelle des jeunes Français inquiète de plus en plus. L'alerte vient d'un rapport du Conseil économique, social et environnemental publié mardi et dévoilé par le *Parisien*. Parmi les principales préoccupations figurent la hausse des infections sexuellement transmissibles et la baisse de l'utilisation du préservatif. L'instance explique notamment cette tendance par le manque d'éducation sexuelle à l'école: «moins de 15% des élèves en bénéficient», malgré l'obligation légale. Un constat qui s'applique aussi à l'Europe et que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a rappelé dans une enquête fin août: en Europe, 61% des garçons de 15 ans et 57% des filles déclarent

avoir utilisé un préservatif lors de leur dernier rapport sexuel. András Költö, chercheur à l'université de Galway en Irlande et l'un des principaux auteurs de l'enquête de l'OMS, avance des pistes sur l'origine de ce phénomène, même si «ce sujet d'études est encore très rare et la question est délicate dans de nombreux pays». Il souligne que «les jeunes venant de milieux populaires sont plus vulnérables», mais que le genre joue aussi un rôle: «Des études montrent que le souci de l'égalité entre les femmes et les hommes se traduit aussi par moins de rapports sans préservatifs et globalement une meilleure santé sexuelle.»

APOLLINE
LE ROMANIER
À lire en intégralité sur Libé.fr

1 sur 5

C'est le nombre de TER supprimés ou en retard, selon UFC-Que choisir dans un rapport publié mardi. Le taux de fiabilité des TER, qu'il s'agisse de ponctualité ou de circulation effective, n'a atteint que 80,3% en 2023, deux points de moins que la moyenne des années 2019-2022. Autrement dit, un utilisateur quotidien du TER subit près de 10 annulations ou retard par mois. Une moyenne qui cache d'importants écarts entre les régions: la Bretagne, les Pays-de-la-Loire et la Bourgogne-Franche-Comté font partie des bons élèves contrairement à l'Occitanie, la Nouvelle-Aquitaine et la Provence-Alpes-Côte-d'Azur. D.D.

À lire en intégralité sur Libé.fr



Sarah Abitbol, à Paris, le 6 décembre 2022. PHOTO MARIE ROUGE

Recueilli par
LÉONARD CASSETTE
et **MARLENE**
THOMAS

Elles sont le moteur des évolutions législatives, les ouvrières des bouleversements sociétaux, ces voix que l'on a voulu taire. Sarah Abitbol est l'une d'elles. Dans son livre *Un si long silence*, adapté en documentaire, l'ancienne championne de patinage révélait en 2020 avoir été victime de viols commis par son entraîneur Gilles Beyer, mort avant d'être jugé. Une déflagration. Le #MeTooSport explose, la société est enfin prête à écouter. Dès 2007, la joueuse de tennis Isabelle Demongeot avait pourtant, elle aussi, pris la plume pour dénoncer les viols subis dès ses 14 ans. Son coach, Régis de Camaret, a été condamné en 2012, sans susciter l'élan de changement espéré. Les mots des deux championnes s'appuient mutuellement. Depuis le 8 mars, une loi – co-construite par Sarah Abitbol et le sénateur PS de l'Aude Sébastien Pla – a renforcé la protection des mineurs et le contrôle d'honorabilité dans le sport. A l'occasion de la première rentrée sportive depuis son entrée en vigueur, au terme d'un été olympique, le tandem revient sur cette lutte encore à consolider.

La France sort d'un été olympique. Ces évé-

nements ont-ils suffisamment mis en lumière le sujet des violences sexistes et sexuelles (VSS) dans le sport ?

Sébastien Pla : Ces JO ont été une réussite fantastique, un moment de convivialité et de concorde rare. Mais cet immense enthousiasme a, malheureusement, quelque peu occulté la question de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans le milieu sportif, alors que cet intervalle médiatique était une opportunité extraordinaire.

Sarah Abitbol : Avec mon association la Voix de Sarah, nous avons organisé des ateliers de sensibilisation aux violences sur le parvis de l'hôtel de ville de Paris. Mais il est dommage qu'on n'en ait pas davantage parlé. C'est le

moment sportif le plus important pour un athlète

de haut niveau et le sujet des VSS est toujours très délicat. En libérant la parole, on peut aider des sportifs dans le mal-être. Le succès et le retour spectaculaire de Simone Biles (*victime de l'ancien médecin de l'équipe américaine, Larry Nassar, condamné en 2018 pour violences sexuelles, ndr*), qui a connu un problème de déstabilisation dans l'espace (*appelé «twisties»*), Jaux JO de Tokyo, m'ont fait écho. J'ai connu cela lorsque mon amnésie traumatique a commencé à se lever au championnat du monde, en 2003. Un parallèle a pu être fait par les médias. Si-

monne Biles est un exemple de résilience, on aurait pu s'en servir d'appui pour sensibiliser davantage.

Nombre d'athlètes victimes de violences sont toutefois en incapacité de rebondir...

S.A. : Simone Biles a eu une équipe extraordinaire à ses côtés. L'entourage d'un athlète est crucial dans ces moments-là. A Paris, on a pu voir des préparateurs mentaux organiser des séances de sophrologie, de méditation. On ne le voyait pas avant. A mon époque, aller voir un psy, c'était être «fou». Le préparateur mental peut être un relais pour témoigner quand quelque chose d'anormal arrive. Quand on a subi des violences sexuelles, soit on devient plus fort et on redevient champion, soit on peut tomber dans la drogue, l'alcool, les antidépresseurs. Après vingt ans, je suis encore sous antidépresseurs, bien que j'aille mieux. Ma parole libérée, je me bats aujourd'hui pour les autres. Quand j'arrive avec mon association dans un lycée, qu'on diffuse mon documentaire et que je vois tous ces jeunes debout, parfois en larmes, c'est là ma réussite. **Septembre marque la première rentrée sportive depuis la loi du 8 mars. Que vient-elle changer ?**

S.A. : J'ai un exemple concret. Lorsque j'ai réussi à mettre quelques mots sur les violences que j'avais subies, je suis allée voir mon président de club, qui m'a dit : «Je ne peux rien faire si tu ne portes pas plainte.» Aujourd'hui, ce n'est plus possible, un signalement doit être obligatoirement fait auprès de la cellule «Signal-Sports» du ministère. A défaut de quoi, le responsable du club ou de la fédération peut être condamné à une interdiction temporaire ou définitive d'exercer (*voire à un an de prison et 15 000 euros d'amende en cas de non-respect*). En 2023, 36 signalements à la cellule, créée fin 2019, ont été transmis au procureur de la République. Au deuxième trimestre 2024, après la mise en application de notre loi, 130 enquêtes ont été ouvertes à la suite de signalements et 40 transmissions ont été faites aux parquets.

S.P. : Cette loi portait d'un constat. Longtemps, il y a eu une omerta autour des violences sexuelles dans le milieu sportif. Lorsqu'une affaire éclatait dans un club ou une fédération, on n'en parlait pas de peur que ça n'éclabousse l'intégrité du sport. Les chiffres sont effrayants : un sportif sur dix déclare avoir été victime de

VIOLENCES SEXUELLES

«L'objectif est d'éloigner le maximum de prédateurs du monde sportif»

Pour cette première rentrée depuis l'entrée en vigueur de la loi visant à protéger les enfants dans le sport, l'ancienne championne de patinage Sarah Abitbol et le sénateur socialiste Sébastien Pla, coauteurs du texte, reviennent pour «Libé» sur une lutte qui reste à consolider.

violences sexuelles dans sa carrière. C'est inadmissible. Grâce à la parole d'athlètes courageux comme Sarah, le législateur et le ministère ont pris le sujet à bras-le-corps. Depuis 2021, les clubs et fédérations ont l'obligation de contrôler l'honorabilité des 2 millions d'éducateurs bénévoles. Malheureusement, en 2022, seulement un quart l'a été. Au regard des faibles moyens dégagés par le ministère, on a voulu impliquer davantage les instances, en engageant pénalement les éducateurs sportifs et dirigeants. Ce contrôle d'honorabilité des deux millions de bénévoles est désormais systématique, chaque année. Cette saison, on devrait atteindre cet objectif.

Quelles étaient les failles de ce contrôle d'honorabilité ?

S.P. : On a constaté qu'il était basé sur le contrôle du fichier B2 du casier judiciaire. Des fédérations, voire le ministère des Sports, dans des cas avérés de violences sexuelles, n'ont pas pu aller au bout de la suspension des éducateurs en raison du droit à l'oubli. Il permet l'effacement du casier

B2 [une demande peut être faite au bout d'un an pour les peines contraventionnelles, de trois ans pour les peines correctionnelles et de cinq ans pour les peines criminelles]. Depuis mars, le contrôle s'appuie aussi sur le fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes, valable pendant vingt à trente ans. L'objectif est de muscler l'arsenal législatif pour éloigner le maximum de prédateurs du monde sportif. Je ne veux pas faire peur et sanctionner les clubs. Ils doivent simplement prendre leurs responsabilités pour que ce qu'ont vécu Sarah et de nombreux enfants ne se reproduise pas. On demande aussi une autorité administrative indépendante pour contrôler, recueillir les plaintes des sportifs. Jusqu'à présent, les dossiers étaient principalement gérés par les fédérations, nombre d'affaires ont donc été étouffées. Combien de faits de violences ont été passés sous silence ?

En 2021, vous déclariez, Sarah Abitbol, que votre parole «génait» encore dans votre fédération. Aujourd'hui, les paroles de

victimes dérangent-elles toujours ces instances ?

S.A. : (Silence) Ce n'est pas une question facile. La Fédération des sports de glace, en tout cas, a ouvert la porte à mon association. Ce qui ne m'empêche pas de ressentir une double peine : dernièrement, lors d'une intervention en club, une entraîneuse m'a lâché : «Tu as sali l'image du patinage.» Je me suis pris une claque. Mon sport, je l'aime plus que tout. Accablée de honte et de culpabilité, j'ai mis trente ans à parler. La double peine, c'est aussi la difficulté d'aller m'entraîner ou donner classe près de chez moi, au club des Français volants où j'ai vécu des agressions. Il faut parfois que j'appelle une autre patinoire, susceptible de m'accepter. Elles sont nombreuses, il n'empêche que je dois parfois me battre pour aller sur le terrain. Plus largement, il est nécessaire que mon association, indépendante, continue à travailler avec les fédérations. Parfois, des athlètes ou des entraîneurs me contactent, car ils n'osent pas leur écrire. Ils savent qu'on va prendre les choses en main. ➤

A Lyon, opération subventions contre sensibilisation

A partir de septembre, les 480 clubs, associations et structures sportives de la ville doivent suivre un module de prévention contre les violences sexistes et sexuelles pour garder leurs aides financières.

«J'ai déjà reçu 520 dossiers.» A Lyon, la rentrée sportive bénéficie de l'engouement des Jeux olympiques et paralympiques. Les demandes d'inscription affluent dans les structures sportives, comme au Badminton club de Lyon (Bachy) où elles sont réceptionnées par Julien Lamercey, le coordinateur technique. Cette année encore, cette association touchera «environ 15 000 euros» de subventions de la municipalité. Mais depuis le 1^{er} septembre, son versement est conditionné à une sensibilisation d'au moins deux personnes contre les violences sexistes et sexuelles. «L'intégralité de nos quatre salariés et de nos vingt bénévoles a été formée», détaille le responsable. Cette nouvelle disposition – une première pour une grande ville – avait été annoncée en juin 2023 par le maire Grégory Doucet (Les Écologistes) dans une interview à l'Équipe. Si Julien Lamercey avait déjà pris part à une formation de ce type il y a deux ans avec le département de l'Isère, il reconnaît que le Bacly n'était pas suffisamment engagé sur ces questions avant cette rentrée : «On n'a jamais eu de cas, alors on était moins vigilants. Cette formation permet de se dire "attention". Et de détailler les précautions que prennent désormais les encadrants : ne pas rentrer dans les vestiaires, ne jamais rester seul avec un sportif blessé. On évite aussi que deux jeunes aillent ensemble dans les vestiaires pendant la séance. Par exemple, pour les gourdes on leur demande de les avoir sur un banc [dans le gymnase], ajoute-t-il.

«Impacts.» «Je trouve cette formation géniale. Ça devrait être obligatoire pour tous les clubs. Je pense que les gens ne sont pas tous au courant de l'impact des violences sexistes et sexuelles sur les enfants», commente Claire Laval, secrétaire administrative du club de gymnastique artisti-

que les Lucioles de Lyon, elle aussi bénéficiaire de la sensibilisation. Selon cette mère de famille, «faire confiance n'est pas toujours évident» : «Si les parents savent que les équipes ont reçu des formations, ils sont plus tranquilles.» En tout, trois associations – Filations, les Papillons et Colosse aux pieds d'argile – ont été mandatées par la ville pour mener à bien cet objectif de sensibilisation lors d'une quinzaine de sessions, entre 2023 et septembre. «Rien qu'avec notre association, on a sensibilisé plus de 500 personnes», se félicite Romane Desplanches, chargée de mission prévention pour Colosse aux pieds d'argile en Auvergne-Rhône-Alpes. «On s'est rendu compte que les structures envoyaient plus que le minimum de deux personnes à former. Parfois, on avait tout le bureau, parfois tous les coaches. On a dû rajouter des dates pour pouvoir donner ces sensibilisations à tout le monde», précise-t-elle.

Ampleur. Ces ateliers de deux heures visent à faire prendre conscience de l'ampleur du phénomène et des violences, autant dans la société que dans le milieu sportif, pour adopter les bonnes pratiques. «L'idée, c'est que ça soit interactif. On va donner des préconisations sur les points pratiques pour les structures sportives», explique la chargée de mission : «On réfléchit aux différentes situations à risque. Lors d'un déplacement, est-ce que les encadrants dorment avec les jeunes? Est-ce que les UIS dorment avec les UIS? La réponse est non.» La problématique des réseaux sociaux et de la communication numérique entre jeunes et encadrants est aussi abordée : «Si on communique avec des jeunes, on fait des groupes avec plusieurs adultes dans les boucles», martèle Romane Desplanches. Un volet juridique – où sont détaillées les différentes infractions à caractère sexuel – et un autre pour apprendre à repérer les signaux d'alerte chez un jeune victime de violences sexuelles, intrafamiliales ou de harcèlement, complètent la formation. Les participants sont par ailleurs sensibilisés au recueil de la parole : «Comment doit-on réagir? Est-ce qu'on en parle devant tout le monde? Est-ce qu'on se met à part, comment on fait? Qu'est-ce qu'on fait par la suite de cette parole?» égrène la chargée de mission.

«On a fait le constat qu'on parlait de tout sur les violences sexistes et sexuelles, sur l'égalité femmes-hommes, explique Julie Nublat-Faure, l'adjointe déléguée aux Sports à la ville de Lyon. Le sport accroît les vulnérabilités. En raison du virilisme qui lui est attaché, de la pression du groupe, de la forte interconnaissance des encadrants et des dirigeants, c'est un espace à risque pour les violences sexistes et sexuelles s'il n'y a pas prévention, de formation et de sensibilisation.» L'élue indique qu'au 27 août, «92% des associations ont validé la conditionnalité de sensibilisation», soit environ 1200 personnes. La quarantaine de structures restante sera formée «d'ici au 15 septembre», assure-t-elle.

Julie Nublat-Faure adjointe déléguée aux Sports à la ville de Lyon

L.Ca.



Le sénateur Sébastien Pia, le 2 novembre 2022. PHOTO XOSE BOUZAS HANS JICA

Véloroute

A la Prochaine Aire, la fête dans le guidon

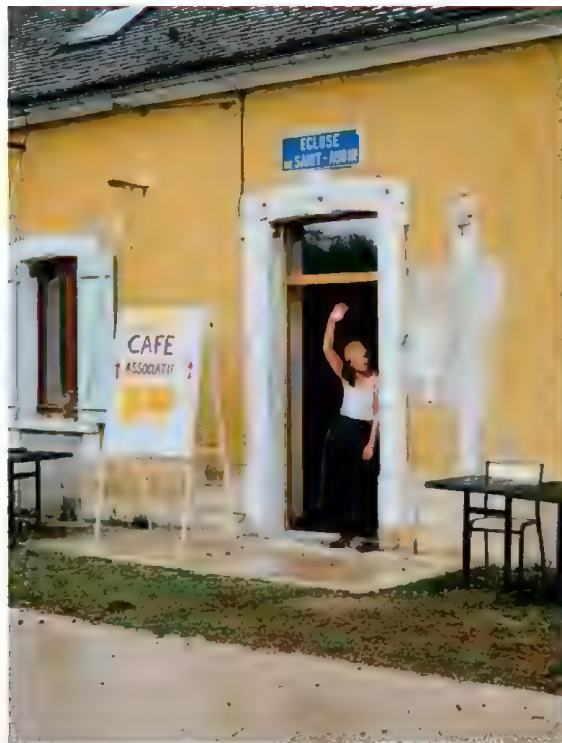
Café, hébergement, réparations, épicerie... Depuis juin, l'ancienne maison éclusière de Saint-Aubin-sur-Yonne s'est transformée en lieu hybride pour offrir aux cyclistes une halte le long de leur route. Une manière inédite de soutenir les voyages en mobilités douces, tout en redonnant un lieu de vie aux habitants du coin.



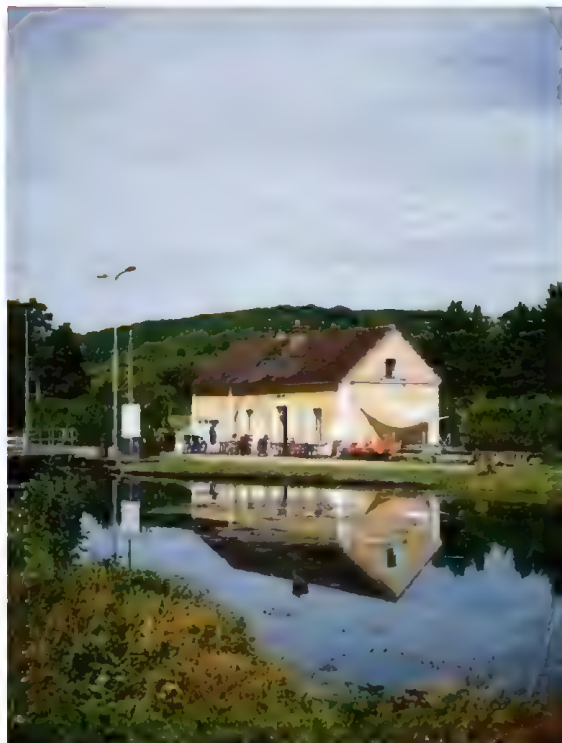
Par
ADAM LEBERT
Photos **GUILLAUME BLOT**

Une fois arrivé à la gare de Joigny, une commune située à 150 kilomètres au sud de Paris, il faut traverser le pont Saint-Nicolas avant de gagner la véloroute 55. C'est là, sur cet itinéraire cyclable qui relie le département de l'Yonne à celui de la Seine-et-Marne, qu'on s'élance sur notre vélo. Direction la Prochaine Aire, une halte routière pour cyclistes ouverte en juin par l'association du même nom. Après une petite quinzaine de minutes à pédaler sur un revêtement bitumeux et sous une forte chaleur estivale, nous y voilà déjà. Dressé face au canal de l'Yonne, le bâtiment est une ancienne maison éclusière localisée à Saint-Aubin-sur-Yonne, village d'environ 400 habitants. Des passants, verres à la main, sont attirés à une terrasse aménagée avec du mobilier rustique. Aucune trace des cyclistes à l'allure sportive et chargés comme des mules qui nous avaient doublé quelques mètres plus tôt.

On se décide à garer notre bicyclette dans un des range-vélos en palette et à rentrer. Une équipe de bénévoles nous accueille, tout sourire. Parmi eux, Thomas Goellner, 31 ans, consultant climat et l'un des sept cofondateurs de l'endroit. «Ce sont deux autres bénévoles, Bruno et Lise,



Shiraz, l'une des sept fondatrices du lieu.



Dressé face au canal de l'Yonne, le bâtiment est une ancienne maison éclusière.

qui ont eu l'idée, au cours d'une balade à vélo, de faire de cette ancienne maison éclusière abandonnée une aire de véloroute, raconte-t-il. Ils ont parlé de leur projet à des structures militantes dans lesquelles j'étais, et leur volonté de faciliter le déplacement des cyclistes en zone rurale m'a convaincu de participer à l'aventure. » Pour Bruno Samuel, 32 ans, ingénieur aéropast de formation reconverti dans la transition écologique, et Lise Bouchereau, 26 ans, coordinatrice d'un lieu dédié à l'écologie à Joigny, « l'objectif est de faire exister dans les esprits l'idée d'un monde plus lent et moins carboné, où les déplacements se font à vélo sur de longues distances ». Un but qu'ils ne sont pas les seuls à poursuivre en France.

AUCUNE INITIATIVE NE RESSEMBLE À L'AUTRE

« La prise de conscience selon laquelle les itinérants à vélo ont des besoins pendant le trajet est plus importante que jamais, en milieu urbain comme en zone rurale, note Karine Dupuy, directrice de l'association France Vélo Tourisme. On voit émerger ici et là des initiatives pour répondre aux attentes des cyclistes et, ce qui est chouette, c'est qu'aucune ne ressemble à l'autre, chaque acteur apporte sa touche. » Certaines sont des aires de repos aménagées de simples bancs et de tables de pique-nique, comme sur la voie verte du canal d'Aire dans le département du Pas-de-Calais. D'autres sont des « cafés vélos », mêlant restauration et atelier de réparation, comme à Grenoble. La partie de la Prochaine Aire se montre dans cette ancienne maison éclusière réhabilitée. Inaugurée le 15 juin, elle propose un café-bar et de quoi remettre en état un vélo défectueux, mais aussi une micro-épicerie, un hébergement ou encore des guinguettes. Un véritable lieu de vie. Pour Karine Dupuy, « si l'émergence de cafés vélos le long des véloroutes et des voies vertes date des années 2010, l'apparition de ce type de lieux hybrides est, elle, relativement récente ».

Dehors, une trentenaire en tenue sportive, un logo de bicyclette sur la poitrine, s'évertue à regonfler son pneu de vélo. Franklin Peter, 30 ans, ancien responsable des ressources humaines et lui aussi cofondateur du lieu, vient l'aider avec une pompe à pied. « C'est quand même plus efficace que la pompe à main que je trimbalais », s'exclame la jeune femme, Rebecca Acosta Garcia, par ailleurs cocréatrice de Graines de tandem, une association de sensibilisation à la cause environnementale. Cela fait trois mois que son camarade Victor Dauge et elle parcourent l'Europe à vélo à la recherche d'initiatives autour de la mobilité douce. « Le vélo, ça paraît simple d'utilisation, mais peu de personnes en font. Donc il faut comprendre les freins et visibiliser les acteurs qui, partout en Europe, rendent la pratique plus accessible », explique Rebecca Acosta Garcia. Et d'ajouter : « Pendant notre itinérance à vélo, il nous a manqué à plein de moments cette "prochaine aire", où on peut planter notre tente et trou-



Christelle et Christophe, cyclistes de passage à la Prochaine Aire, samedi.

ver le strict minimum, à savoir de quoi remplir notre gourde, aller aux toilettes ou encore prendre notre douche. Aujourd'hui, on nous vend à un prix exorbitant des campings quatre étoiles où l'on peut faire du toboggan, mais est-ce vraiment cela que l'on cherche ? » Lors de son escapade aux Pays-Bas, le duo a été impressionné par la place faite aux usagers du vélo. « Là-bas, les cyclistes sont plus facilement à l'abri des voitures, à travers des passages sous la route et des voies réservées sur les ronds-points, commente Victor Dauge. On a également vu un projet

semblable à celui de la Prochaine Aire, si ce n'est que lui était en complète autogestion. »

L'AMBIANCE DU CAFÉ DU COIN

Véritable aire d'accueil aux cyclistes, la Prochaine Aire est aussi prise par les locaux, heureux de retrouver un espace de sociabilité. « Le cœur de nos villages fermeurt et nos petits commerçants ferment leur porte, alors ce genre d'initiative c'est un retour à l'ambiance du café du coin », commente Orlane, habitante de Sépeaux-Saint-Romain, une petite commune à une quinzaine de kilomètres d'ici. Depuis l'ouverture du lieu, cette caïssière sur les marchés de 54 ans s'y est déjà rendue quatre ou cinq fois. Elle aime particulièrement les bières artisanales à la carte. Aujourd'hui, la quinquinnaire est accompagnée de sa sœur Murielle, 58 ans, et de sa fille Sévane, 31 ans. Toutes trois sont installées en terrasse, à l'ombre d'un parasol, et se délectent des fameuses mousses alcoolisées. « On picole mais au moins on a marché 1,5 kilomètre pour venir jusqu'ici », plaisante Murielle, lunettes sur le nez. Pour cette femme fraîchement di-

« tous les habitants de la commune sont ravis de voir cette maison éclusière revivre sous l'impulsion de cette association ». Au départ, le seul pizalo du village voyait pourtant d'un mauvais œil ces néoruraux pour la plupart issus des classes supérieures. « Il avait peur qu'on lui pique toute sa clientèle, confie Franklin Peter. Le jour de l'inauguration, on lui a commandé 50 pizzas et il a compris que nous avions des intérêts communs. » Associer les gens du coin au processus de développement est, pour les bénévoles interrogés, un objectif à ne jamais perdre de vue. « Au début, on avait peur d'être des citadins ou des ex-urbains hors sol, donc on a lancé, avant même l'ouverture du lieu, une consultation citoyenne pour savoir ce que les locaux en attendaient, puis on a organisé la première assemblée générale de l'association dans la salle des fêtes de la commune », souligne Thomas Goellner. Aujourd'hui, la Prochaine Aire est pour lui « un lieu simple, avec de la solidarité et du dialogue, où tous les âges et toutes les classes sociales se rencontrent ». Toutes les nationalités aussi.

J'AIMERAIS BIEN QUE CE LIEU RESTE OUVERT

En ce mois d'août, Jose et Lunz, deux Allemandes d'une vingtaine d'années, ont rejoint l'équipe des bénévoles pour deux semaines. « C'était l'un des 26 lieux d'Europe affichés sur le réseau Workaway comme étant queer-friendly, explique Jose. On a contacté deux bénévoles de l'association, Anaïs et Thomas, qui ont été très sympas avec nous, donc on a décidé de venir aider. » Omar et Khalid, eux, vivent à Joigny depuis deux ans. Ces deux trentenaires tunisiens ont rencontré à la Prochaine Aire des habitants de leur commune qu'ils ne connaissaient pas. « Écrivez que j'aimerais bien que ce lieu reste ouvert après cet été », nous glisse Omar, avant de regagner la pizzeria dans laquelle Khalid et lui travaillent.

Que deviendra cet endroit quand la saison des pluies et de la neige commencera et que les vélos resteront plus au garage ? Les ressources tirées des subventions de la mairie de Saint-Aubin-sur-Yonne, de la campagne de financement participatif lancée au début de l'été et des dons suffiront-elles à payer le loyer dû aux Voies navigables de France ? « On va faire le point sur la situation à la fin de l'été, mais il n'y a pas de raison de s'arrêter maintenant », s'avance Thomas Goellner. Le week-end du 10-12 septembre, nous allons organiser un séminaire ouvert à tous, où chacun pourra donner ses idées pour faire perdurer ce lieu. « Lui milite notamment pour développer davantage le coin épicerie. » Aujourd'hui, il n'y a pas de commerces alimentaires de proximité, tout le monde prend sa voiture pour aller faire ses courses, alors qu'on est sur un territoire rural avec des agriculteurs. De son côté, Murielle propose d'en faire un café littéraire où l'on pourrait suivre des cours de langues. Quel qu'il en soit, en cas d'ouverture pendant l'hiver, Jean-Pierre le promet : il fera ses 50 bornes aller-retour. ◆

« Ça fait chaud au cœur de voir que des jeunes façonnet un système où ne prévalent pas uniquement le fric et le bling-bling. »

Jean-Pierre 76 ans, habitué du lieu

IDÉES/

«La dénonciation de “parasites” permet au RN de se placer comme un parti du centre»

Pour Michel Feher, philosophe et auteur de «Producteurs et parasites», l'argumentaire du parti d'extrême droite se base sur une opposition entre honnêtes travailleurs et profiteurs dépendants et oisifs.

Recueilli par
NOË MEGLÉ

Qui sont les «parasites»? Comme dans le film du Sud-Coréen Bong Joon-ho, palme d'or du Festival de Cannes en 2019, la classe politique française se divise sur la réponse. À droite, on dénonce un assistanat, «cancer de la société» en 2011 pour Laurent Wauquiez, voire «incompatible» avec la République pour Nicolas Sarkozy. De l'autre côté du spectre, Nicolas Framont, sociologue et rédacteur en chef de *Frustration* magazine, affirme que «les vrais parasites sont situés au sommet du système, c'est la classe bourgeoise».

Dans son essai *Producteurs et Parasites*, qui vient de sortir aux éditions la Découverte, le philosophe belge Michel Feher revient sur la genèse de cette notion.

Vous décrivez dans votre livre une nouvelle lutte des classes, entre producteurs et parasites. De quoi s'agit-il?

Mon hypothèse est que le parti léniniste se base sur un imaginaire «productériste». Cette notion, qui nous vient de la littérature académique anglophone, propose une autre lutte des classes entre producteurs et parasites, entre des gens qui travaillent, produisent des choses utiles et n'aspirent qu'à vivre du produit de leurs efforts et ceux qui prospèrent en accaparant le fruit du labeur des premiers.

Il y a deux types de parasites, ceux d'en haut et ceux d'en bas. Ce que l'on met derrière les uns et les autres change avec les époques et les positions politiques, mais les parasites du haut sont souvent dans la circulation du capital financier et ceux du bas profiteraient de la redistribution des revenus et seraient dépendants, assistés. Les producteurs puisent leur adhésion à cette «valeur travail» dans la culture de leur pays que les parasites y sont étrangers – les uns parce qu'ils vivent dans le monde hors sol de la finance internationale ou de l'intelligentsia cosmopolite, les autres parce qu'ils sont avant tout des travailleurs immigrés.

Cette vision du monde très binaire est-elle uniquement celle de l'extrême droite?

Au cours de sa longue histoire, le productérisme a suivi un parcours particulièrement sinueux. Sous l'Ancien Régime, la protestation contre les privilèges, particulièrement contre les aristocrates qui profitent de leurs terres et font travailler les autres, s'inscrit dans cette idée. La

noblesse est déjà définie comme un corps étranger à la nation, tout comme les «dépendants»: les femmes, les domestiques, les mendiants et les vagabonds.

Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, cette protestation se poursuit chez les socialistes, notamment chez le journaliste et sociologue



INTERVIEW

Pierre-Joseph Proudhon. Par la suite, à mesure que le marxisme progresse dans le mouvement ouvrier, l'axiologie productériste va devenir l'armature d'une troisième voie entre communistes et libéraux. C'est alors que s'opère la bascule de la notion vers l'extrême droite. En France, cela se cristallise à la fin du XIX^e siècle par le boulangisme et Maurice Barrès et, chez nos voisins, par le

nazisme et les fascismes des années 30. Dans ces deux exemples, les promoteurs du productérisme prennent le parti des producteurs nationaux en se dressant contre deux ennemis intérieurs: les banquiers juifs, parasites d'en haut, qui attirent les capitaux dans les circuits de la finance internationale, et la main-d'œuvre immigrée – parasites d'en bas venus de Belgique, d'Italie ou d'Allemagne – dont la présence sur le territoire déprécie le travail des ouvriers français.

Cette notion de productérisme est ensuite contestée par les mouvements sociaux de Mai 68, et elle repasse donc à droite. Les néolibéraux

anglo-américains, dont vont s'inspirer Reagan et Thatcher, réhabilitent les mécanismes du marché en les teintant d'un supplément d'âme productériste. Ils désignent de nouveaux parasites: les chômeurs réputés volontaires, les travailleurs syndiqués, les fonctionnaires tire-au-flanc et, en guise de parasites d'en haut, les intellectuels qui trouvent des excuses aux autres catégories parasitaires. En France, Jean-Marie Le Pen va tirer parti de cette chasse aux parasites pour sortir de la marginalité. À la différence des chiraquiens, également convertis au néolibéralisme, il n'hésite pas à faire de l'origine et de la couleur de peau les signes extérieurs du parasitisme qu'il dénonce. Mais son antisémitisme l'empêche de transformer l'essai.

Le Rassemblement national s'inscrit-il aujourd'hui dans cette vision de la société?

Une fois Marine Le Pen à la tête du RN, celui-ci va connaître deux évolutions. Le «pouvoir occulte» des juifs va céder sa place au «joug» d'institutions transnationales racialement neutres – la technocratie bruxelloise, McKinsey – et surtout à l'emprise de l'internationalisme islamiste. D'autre part, l'ancienne présidente du parti se veut plus sévère contre le néolibéralisme: la porosité des frontières va cesser de favoriser le socialisme rampant, comme le soutenait son père, pour faire au contraire le jeu d'un capitalisme débridé. Derrière ce basculement, les mêmes mesures d'épuration et de refoulement des étrangers sont pronées. Les griefs évoluent donc en fonction des circonstances, mais l'opposition entre les producteurs autochtones et les parasites extérieurs demeure, autant que la répartition des seconds en parasites d'en haut et d'en bas.

Comment cette double dénonciation permet-elle paradoxalement au RN de se placer au centre de la vie politique?

Tandis que ses opposants le taxent d'extrémiste, le RN devenu le RN se considère comme le parti du juste milieu, sur un axe vertical comme horizontal. Marine Le Pen présente le peuple comme un bloc central, une classe moyenne travailluse et lésée, en opposition aux profiteurs d'en haut et d'en bas. Ensuite, le juste milieu du RN relève aussi du «ni droite ni gauche»: il est contre l'individualisme cynique des libéraux et contre le collectivisme confiscatoire de la gauche.

Que peut faire la gauche face à une rhétorique si puissante? Comment la dénoncer?

Non moins que la droite, la gauche a souvent été tentée d'adapter le prisme productériste pour son compte. Mais aller sur le terrain du RN ne sert qu'à le légitimer davantage sans lui soustraire des électeurs. De même que les libéraux sont peu crédibles quand ils s'en prennent à des parasites d'en haut, la gauche se déshonore sans gagner en popularité quand elle se met à dénoncer des parasites d'en bas. L'antinomie producteur-parasite est une facilité de l'histoire, une espèce de fantôme constant de la modernité. Il faut donc laisser le productérisme aux ingénieurs du ressentiment national et ne compter que sur ses propres ressources doctrinales et morales. Est-ce suffisant pour que la gauche devienne majoritaire? Probablement pas. Mais au moins, cela permet de faire le plein chez les antifascistes, soit une minorité suffisamment consistante pour faire jeu égal avec l'extrême droite et résister à sa progression. ◆

«Marine Le Pen présente le peuple comme un bloc central, une classe moyenne travailluse et lésée, en opposition aux profiteurs d'en haut et d'en bas. Le RN est contre l'individualisme cynique des libéraux et contre le collectivisme confiscatoire de la gauche.»



Collage féministe dans la commune de Mazan, dans le Vaucluse, le 29 août. PHOTO: PATRICK CHERDGLISSI

Auteurs et victimes de viols: nous tous, nous toutes

Aucune femme n'est à l'abri qu'un proche ne compare pour viol, ni de devenir victime. Une audience au tribunal doit aussi permettre d'ouvrir l'inspection et le dialogue sans excuse ou commiseration, selon l'avocate Anne-Sophie Laguens.

Ils sont de ceux qui se lèvent le matin pour emmener les enfants à l'école, qui s'assurent auprès de l'assistante maternelle que le petit dernier a bien fait sa période d'adaptation. Ils sont ceux dont on loue l'investissement à chaque sortie scolaire et qui font rire les autres parents au café après avoir déposé les enfants. Ils ont peut-être pris la parole pour soutenir leurs amies et dit que certains hommes étaient vraiment des saouls, qu'ils casseraient la gueule de quiconque viendrait à toucher d'un peu trop près leur fille ou leur compagne. Ils sont peut-être admirés pour leur sens du métier ou leur protection des plus faibles, pour leur intégrité ou leur soutien des causes nobles.

Ils sont peut-être cet homme dont on dira, en tant que féministes qui soutiennent toutes les femmes, que l'on s'en porte garantes: on le connaît bien et on le pense incapable d'agresser une femme, ça doit être un malentendu ou une rupture mal vécue. Elles sont parfois prostrées ou parlent trop fort, elles «se mettent en danger» ou sont des mères de famille irréprochables, elles sont des victimes dignes dans la douleur ou imparfaites, elles prennent parfois la parole quand on voudrait qu'elles se taisent parce qu'elles desservent la cause.

Elles culpabilisent de ne pas se souvenir, d'avoir un peu trop bu, de ne pas avoir écouté leurs amis ou prêté attention à leur verre, d'avoir surmonté l'épreuve quand on leur dit qu'elles devraient être traumatisées à vie. Elles doutent de ce que doit être une femme en société et une femme en couple, de ce que l'on doit attendre d'un homme ou d'un mari.

POUR LES AUTRES

Ils ne comprennent pas: elles avaient l'air «consentantes», elles étaient un peu saoules mais «elles savaient ce qu'elles faisaient». S'ils s'étaient doutés qu'elles n'en avaient pas envie, bien entendu, ils auraient tout arrêté mais elles n'ont jamais manifesté leur «désaccord».

Elles déposent plainte après vingt ans de mariage ou vingt minutes de perdition. Elles ne leur veulent pas de mal, elles ne veulent pas qu'ils aient d'ennuis avec la justice ou qu'ils fassent de prison, elles veulent simplement s'assurer qu'aucune autre femme ne subira cela après elles. Elles veulent s'assurer qu'ils comprennent, si ce n'était que pour elles, elles n'auraient sans doute pas déposé plainte. Elles le font pour les autres ou pour leurs enfants.

Ils viennent parfois en rendez-vous au cabinet ou à l'audience accompagnés de leur compagne, de leur mère ou de leur sœur qui ne comprend pas: «C'est vraiment quelqu'un de bien c'est forcément que cette femme cherche à se venger.» Ou: «S'il a mal agi, il répondra de ses actes. Expliquez-lui maître ce que dit la loi je crois qu'il ne comprend pas, on ne l'a pas éduqué comme cela.»

Parfois elles ne savent plus très bien ce qui s'est passé, parce que leur corps a oublié, ou parce que leurs verres ont dispersés les souvenirs à leur insu. Parfois c'est une évidence: «Cela devait lui tomber dessus», «c'était une question de temps», «tout le monde dans le milieu sait comment il se comporte» et «ils ou elles ont tous ou toutes dû subir ses assauts dès que le soir tombe ou que l'éthylomètre monte».

Parfois c'est une surprise pour sa famille tout autant que pour les voisins. Ce qu'un peu de si bien qui à l'audience paraît si calme et réfléchi, lorsque son ex-coépse s'éparpille et mélange les dates et les faits, visiblement perturbée par la seule présence de son agresseur.

Ce sont parfois eux aussi les victimes et ils peinent à se faire entendre. «Vous êtes un homme monsieur vous ne pouviez pas vous défendre?»

INTROSPECTION

Ils sont ouvriers, migrants, étudiants, dirigeants, enfants de profession libérales, politiques, artistes, sans domicile fixe, bourgeois de province, bobos, prosos, aristos, fachos, islamogauchos, cathos, blancs, noirs, maghrébins, asiatiques, laids, beaux, célèbres ou quelconques. Tout un chacun en somme. Leur faiblesse ne connaît pas de politique ou de religion, d'âge ou de région.

Elles sont femmes de chambre, cadres dans la banque, députées, mères au foyer, mères à la rue, travailleuses du sexe, élèves exemplaires, enfants sans histoire ou enfants cabossés. Elles veulent que ça se sache ou que personne n'en parle, elles veulent justice et prise de conscience.

Elles sont «les moches, les vieilles, les cantonneuses, les frigides, les mal baisées, les imbaissables, les hystériques, les tarées, toutes les exclues du grand marché à la bonne meuf». Elles sont «les belles», «les jeunes», «les filles d'un soir», «les femmes

d'une vie», elles ont les yeux qui disent «prends-moi». Elles sont: «Pour moi, c'est quand elle veut ou elle veut.» Elles sont: «Elle, je la respecte trop, elle, jamais je la toucherais.»

Elles sont vous et moi et nous toutes.

Ils sont notre échec collectif.

Ils sont ceux que l'on étirent le soir ou avec qui on prend un café à la machine sans imaginer leurs nuits, leur 5 à 7 en hôtels de passe ou les coins sombres de leurs bureaux.

Ils agressent et violent à domicile dans le silence de la chambre conjugale ou devant nos yeux mais «ça va, le prend pas mal, c'est pour rire il a un peu bu».

Ils ne reconnaissent quasiment jamais, ce ne sont pas des violeurs, le violeur viole, eux, ils ne violent pas, ils ne sont pas violeurs d'ailleurs c'est dans le mot, ils n'ont jamais forcé personne. Ils sont peut-être des forceurs, des charos, des relous, des goujats, des gros beaufs, des rustres, des mains qui se perdent quand ils boivent un peu mais, non, ils ne violent pas. Jamais. Ils n'ont jamais violé qui que ce soit.

Ils sont peut-être indétectables car ils ne violent que dans le lit conjugal. «On est mariés on a signé», «il faut le comprendre j'étais fatiguée», «un homme ça a des besoins, d'ailleurs, ce n'est pas vraiment du viol je n'ai pas vraiment dit non je venais d'accoucher j'étais juste fatiguée». Ils disent presque toujours que non, ils ne sont pas des violeurs et que oui, c'était un rapport consenti, et défilent parfois à la présentation des enregistrements ou des échanges, ou s'effondrent lorsqu'ils prennent conscience que, eux aussi, sont peut-être ces monstres pour lesquels ils n'ont aucune estime et pour lesquels ils ont dit on n'aurait jamais dû supprimer la peine de mort.

«Ils» et «elles» sont ce qui fait que l'on ne peut réduire une audience à la reconnaissance de la culpabilité et du statut de victime, à la sanction et à l'indemnisation, quand la comparaison doit ouvrir l'inspection et le dialogue sur les failles humaines, sans excuse ou commiseration mais pour tenter de comprendre ce qui fait qu'aucune femme n'est à l'abri d'être un jour cette sœur, cette amie, cette compagne, cette mère qui devient victime, et qu'aucune ne peut exclure qu'un jour son frère, son ami, son compagnon ou son père ne soit celui qui comparait à la barre. ♦

Par
ANNE-SOPHIE LAGUENS



Avocate



TIM BURTON

Sa tasse d'hanté

Le cinéaste d'«Edward aux mains d'argent» se réinstalle dans son bazar gothique avec une suite du «Beetlejuice» de 1988. Un retour séduisant, mais en petite forme, où la vie après la mort et son cirque kitsch sont prétextes à une introspection mélancolique.

Par
LÉO SOESANTO

Nos aïeux diagnostiquaient la nostalgie comme un trouble mental aux traitements radicaux – en 1733, un général russe préconisait par exemple d'enterrer vivants ses soldats atteints du mal du pays. Ils seraient effarés de la voir militarisée de nos jours à des fins mercantiles, de voir le remède être le mal : Hollywood s'enterne vive elle-

même avec ses «legacyuels» où, de *Star Wars* à *S.O.S. Fantômes*, il faut ressortir les doudous pop des parents et inclure leurs enfants à force de suites où le casting original côtoie de jeunes pousses. On n'était donc pas forcément optimiste face à une suite très tardive de *Beetlejuice* (1988), d'autant que Tim Burton est artistiquement exsangue depuis une décennie, retranché dans son bazar zinzin gothique comme s'il était en tournée permanente avec Siouxsie and The Banshees.

(Presque) bonne nouvelle : Burton revient en petite forme avec ce *Beetlejuice*, *Beetlejuice*. L'original n'a jamais été surexposé depuis (sauf via une série animée dérivée entre 1989 et 1992, puis une comédie musicale depuis 2019) et il y avait peut-être encore quelque chose à tirer de son charme de guinguo, branque et improbable, résumé par une scène de dîner dont les convives possédés dansaient contre leur gré sur la chanson *Day-O* de Harry Belafonte.

Soit une comédie d'horreur où un fantôme loundingue (Michael Keaton, la preuve que les meilleurs interprètes du lugubre Batman sont ceux qui peuvent aussi jouer son dionysiaque ennemi Joker), marxiste tendance Groucho cracra en costume rayé, aidait un couple de gentils spectres trognons et maladroits (Geena Davis et Alec Baldwin, excusés pour la suite) à chasser de leur maison la famille nouvellement installée. Et qui s'entichait de Lydia, leur fille adolescente tout en noir corbeau (Winona Ryder, propulsée icône gothique), au point de vouloir l'épouser (point rétrospectivement litigieux, balayé par une Ryder déclarant en interview qu'elle rêve secrètement de voir son personnage et un *Beetlejuice* âgé de 600 ans se caser ensemble).

TALK-SHOW SUR LES REVENANTS

En 2024, on reprend à peu près les mêmes dans un emballage identique : la vie après la mort traitée comme un cirque kitsch, comme une bureaucratie kafkaïenne, entre deux coulours expressionnistes à la *Cabinet du Docteur Calligari*. Ce qui est frappant et intrigant est de voir, entendre Burton, plus que de costume, s'interroger pas toujours très subtilement sur le bien-fondé de l'entreprise tout au long du film. Le réalisateur ne cache pas dans son plan promo que ce *Beetlejuice Beetlejuice* fait office de sortie de crise personnelle, après avoir été lassé du cinéma. Un détour par la case Netflix et la série-carton *Mercrèdi* (2022), dont il a réalisé les quatre premiers épisodes, lui a aussi permis de dénicher sa nouvelle mascotte pâlotte à qui la nuit va si bien, son cheval de Troie au sein de la génération Z : l'actrice Jenna Ortega, épante de dédain pince-sans-rire dans le rôle-titre, mais à qui il octroie ici un rôle plus conventionnel d'Astrid, jeune fan de Dostoïevski en rébellion contre sa maman Lydia, devenue trois décennies plus tard représentatrice d'un talk-show sur les revenants. Rien de tel alors qu'une excursion chez les morts avec *Beetlejuice* à leurs trousses pour renouer les liens.

GINÉMA

L'ambivalence de Burton quant au projet est vive lorsque, au début du film, un personnage découpé en morceaux se reconstruit tout seul à coups d'agrafes, sur fond de *Tragedy des Bee Gees* («*Quand tu perds le contrôle et que tu n'as plus d'âme*»). Comme s'il retournait au charbon. Son vrai porte-voix est un flic fantôme (Willem Dafoe, qui s'amuse beaucoup dans son propre coin, qu'il s'est aménagé lui-même dans le film), ex-acteur de série B qui répète comme mantra, à soi-même et au spectateur, «*keep it real*». Garde les pieds sur terre. Reste vrai. Vrais, comme les effets spéciaux, où les marionnettes monstrueuses, décors en dur et trucages traditionnels sont préférés aux fonds verts et ripolnages informatisés, mais sont desservis par une photographie plan-plan et bien trop lumineuse de film de plateforme.

Vrai, comme l'accent bienvenu, contemporain mis sur les personnages féminins (Astrid, Lydia et sa belle-mère Delia, plasticienne lunaire incarnée par l'hilarante Catherine O'Hara, sont les vraies héroïnes), mais lésé par les blagues usées de boomers sur les costumes de Halloween non-déclencheurs de traumatisme, les accros au portable et, coup de grâce, une portion de l'au-delà visualisée tel l'émission de variétés afro-américaine des seventies *Soul Train* – le genre de gag qui aurait duré une minute dans les *Simpson* à l'âge d'or de la série (1991-1997).

ARAIGNÉE AU PLAFOND

Beetlejuice devient même, pour rire, thérapeute pour couple, autre symptôme de l'inspection d'un Burton oscillant avec perplexité entre des pôles opposés – notre monde concret et complexe contre son cabinet personnel de curiosités avec araignée au plafond, une vie privée apaisée (sa nouvelle compagne Monica Bellucci est sublimée comme une néo-Barbara Steele, l'actrice de son idole Mario Bava et autres films d'épouvante italiens) contre une hantise ici de l'ex toxique envahissant.

Bien sûr, le film ne serait pas totalement burtonien s'il n'était pas habité par cette peur panique de la marge absorbée, exploitée par la

normalité: Lydia épousant par confort son producteur, Lydia rejetée par sa fille qui ne croit pas aux esprits, et bien avant elle, Edward aux mains d'argent devenu coiffeur coqueluche de son patelin, ou l'excentrique Ed Wood bataillant pour faire un film regardable.

Alors *Beetlejuice Beetlejuice* ronronne, tient tant bien que mal grâce à Keaton (toujours agréable dans son abattage inamovible de trublion d'outre-tombe) et surtout Ryder, incarnation vivante de la Buveuse d'absinthe de Léon Spilliaert, encore plus touchante lorsqu'elle troque les défunts pour les névroses en guise de corrosifs intimes. Cela jusqu'à son finale vraiment foutraque, largement improvisé, où Burton range ses doutes et lance *MacArthur Park* sur la BO, pièce montée de pop baroque enregistrée par l'acteur Richard Harris en 1968, espérant lui donner une seconde vie comme pour *Day O*. Puis, exhibant un bébé *Beetlejuice* hideux comme un doigt levé au bébé Yoda de son ex-employeur Disney (pour qui il avait commis le remake en prises de vues réelles de *Dumbo*, qui finissait sur la destruction d'un parc d'attractions), il s'enhardit à casser tous ses jouets dans une conclusion très peu hollywoodienne, digne du Brian De Palma des années 70.

Car in fine, *Beetlejuice Beetlejuice* rappelle moins un *Matrix Resurrections* (la critique «méta» d'une propriété intellectuelle) que les films tardifs du réalisateur de *Phantom of the Paradise*, les ressassements mélancoliques, un peu ingrats de la même palette d'effets dans *Passion* et *Dominio*. Le genre de film que l'on fait plus pour soi-même, autocentré, entre compulsion et cure, en espérant en toucher quelques-uns. Message bien reçu puisque au moment où on écrit ces lignes, *Beetlejuice Beetlejuice* est déjà un succès, troisième meilleur démarrage américain de l'année avec 110 millions de dollars de recettes pour son premier week-end d'exploitation. Ou comment avoir le beurre et l'argent du Burton. Et continuer de nous enterrer vivants. ►

BEETLEJUICE, BEETLEJUICE
de TIM BURTON avec Monica, Keaton,
Winona Ryder, Jenna Ortega... 1h44.



Anais, à la tête d'une micro-ferme florale, et son mari, Seydou. LA ZÉLÉURE

«Anais, 2 chapitres», c'est bon pour le floral

Marion Gervais suit une agricultrice qui s'installe en Bretagne à 24 ans, puis dans la trentaine, mariée à un Sénégalais qu'elle sefforce de faire venir en France. Un documentaire délicat qui interroge l'idée de dissidence.

Quand Anais parle à la caméra, elle fait toujours quelque chose en même temps. Arracher des mauvaises herbes, étendre des bâches, retourner le sol avec les ongles, régler la papperasse. Ce principe d'action dit quelque chose de l'héroïne que filme Marion Gervais dans son documentaire en deux parties, filmées à dix ans d'écart. Parler en faisant, c'est ne pas perdre une miette de la durée impartie pour une tâche qui nécessiterait le triple – le triple de temps, de bras, et peut-être même de bonnes faveurs du destin.

Mais pas le triple de courage, car la jeune femme à la silhouette menue qui s'active à l'écran en a des tonnes à revendre. Hercule est une brindille blonde, qui vit sans eau ni électricité dans sa caravane au milieu d'un champ, une cinéaste l'a donc rencontrée. A 24 ans, elle vient de s'établir toute seule comme jeune agricultrice en Bretagne, se prend plus de portes à la figure qu'il devrait être possible d'en encaisser sur le chemin de croix de l'administration et son triste orchestre de banquiers. Mais se débat comme une belle diable, à pied d'œuvre, flèche de détermination, drôle et rebelle avec son franc-parler de loup de mer («*plutôt ça que bosser à l'usine pour des cons*»), radicale parce que toujours prête à se casser la gueule.

Il faut peu de temps au film pour poser devant nous cette réalité du travail qui excède toutes représentations d'Épinal ou volontés de discours sur la vie agricole. Le

portrait d'Anais se coule dans un absolu de solitude, jamais édulcorée (à-t-elle même une famille ou un milieu d'origine, s'est-elle mise au monde toute seule?) et de sécheresse physique. C'est aussi l'aventure d'un corps de plus en plus durci, modelé pour accomplir ce qu'il a à faire, tenir la ligne droite de son existence précaire, les mains dans la terre. Ayant trouvé sa voie dans le domaine des plantes aromatiques, la jeune femme réalise son rêve de monter une micro-ferme florale pour vendre des tisanes. Un autre stéréotype s'en trouve déjoué: cueillir des fleurs, ce n'est pas un truc de chochette. Et c'est en suivant ses allers-retours à Paris où elle va démarcher boutiquiers et restaurateurs que le film s'augmente d'une dimension supplémentaire sur cette athlète de la galère, mal à l'aise en robe de ville avec son cageot de plantes dans les bras, trop vraie pour le vrai monde qui la bombarde de diagnostics marketing.

Lorsque Anais ressurgit à l'image au milieu d'une nouvelle épreuve, mariée à un Sénégalais qu'elle s'efforce de faire venir en France auprès d'elle, une décennie a donc passé. Plus que le bras de fer administratif, ce sont les poudres alors déployées par le film autour de sa vie de femme et d'amoureuse qui génèrent l'émotion. Il y a des filtres et précautions nouvelles chez elle qui cherche gauchement dans quelle tenue accueillir Seydou, le compagnon venu de loin, et comme une résistance contre ses propres doutes chaque fois que l'union paraît décevoir ses attentes. *Anais, 2 chapitres* n'est pas un documentaire de démonstration sur la béatitude de la vie au vert, ni sur l'intégration, mais se laisse toutes latitudes de questionner ce qu'être libre veut dire, et à quoi la dissidence en actes peut bien ressembler. Peut-être à un couple aux traits tirés penché sur des bassines, qui sèche des fleurs dans son jardin.

SANDRA ONANA

ANAI, 2 CHAPITRES
de MARION GERVAIS (1h44)



Jenna Ortega et Winona Ryder. PHOTO WARNER BROS. PICTURES

«**D**onc c'est juste.» Ce sont les tout derniers mots du documentaire *Juvenile Court*, ceux qu'un avocat adresse à un jeune sous le coup de sa condamnation pour vol à main armée. Donc c'est juste, ou comment un système s'organise pour produire une justice, des lois gravées dans le marbre et d'autres faites pour être contournées, des sanctions équitables ou des châtiements arbitraires, couverts par un système bis, non écrit, celui de la force et qui paraît aller de soi pour tous, ceux qui la font régner et celles et ceux qui en sont les victimes. Des normes, et de l'infinie variété de manières de les appliquer: le grand cinéaste américain Frederick Wiseman, 94 ans, a passé sa carrière à filmer la trame de ce système, celui des services sociaux (*Welfare*, 1973, repris l'an passé sur scène par Julie Deliquet), de l'hôpital et de l'école (*High School*, 1968), celui de la police, de la justice et de la prison. La Cinémathèque du documentaire, à Paris, organise une rétrospective intégrale de son œuvre, projetée principalement dans les salles du centre Pompidou. Trois de ses films, tout juste restaurés, ressortent par ailleurs en salles ce mercredi. *Hospital* (1970) ne nous épargne rien du quotidien du service des urgences du Metropolitan Hospital de New York – ventres cisailés au bloc, gorges tranchées, vomissements monstres, prêtre qui rôde auprès d'une femme intubée et mal en point. Ni l'humanité des soignants ni la dureté des règles sociales qui font errer les plus pauvres sur leur bancard d'un hôpital public à l'autre, au gré des lits disponibles. *Law and Order* (1969) et *Juvenile Court* (1973) peuvent se voir comme un diptyque. Le premier est une virée dans les voitures de patrouilles de la police de Kansas City (Missouri), quelques mois après les émeutes de 1968 qui embrasèrent les quartiers populaires et noirs des villes américaines après l'assassinat de Martin Luther King. Wiseman filme les policiers au moment même où Nixon fait campagne sur le slogan «*Law and Order*» – le titre de son documentaire en est la reprise ironique. Pas de voix off ni commentaire, comme le veulent les films de Wiseman. Mais un montage serré et une dramaturgie davantage inspirée de la littérature et du théâtre que des livres de sociologie, comme il l'a revendiqué.

Terrifiant. Soudain la caméra zoome sur un visage attrapé dans un commissariat ou dans la rue, sans prendre le temps de faire le point, puis des yeux, furieux ou



Frederick Wiseman, ses prises de vies

L'immense documentariste américain qui a passé sa carrière à explorer les rouages des institutions américaines, tribunaux, écoles ou hôpitaux, fait l'objet d'une rétrospective parisienne alors que trois de ses films restaurés sortent en salle.

égarés, émergent doucement du flou. Wiseman n'intervient pas, n'interviewe pas. Il capte ces moments récurrents où, entre deux interventions, les policiers parlent d'une voiture à l'autre, accoudés à leur portière, discutent salaires, piston ou à quel moment sortir son arme. Un agent passe son après-midi à trancher le différend qui oppose un chauffeur de taxi et une vieille femme noire très apprêtée qui refuse de sortir du véhicule tant qu'il ne lui aura pas rendu les 80 cents qu'il lui doit. Un supérieur explique (vainement) à ses hommes qu'ils gagneraient à ne pas

insulter les «civils» qui peuvent mal le prendre. *Law and Order* saisit des rapports sociaux terriblement figés dans leur gangue sociale et raciale. L'instant (une éternité) où un policier étouffe une prostituée noire par une clé de bras, face caméra, sans aucune gêne, est terrifiant. Wiseman reviendra justement sur cette scène, en 2001, dans la revue *L'Homme et la Société*, pour expliquer pourquoi selon lui sa présence ne changeait rien au comportement des personnes filmées: «99 % des gens ne prêtent aucune attention à la caméra, [...] Les gens tiennent déjà un rôle et se sentent

confortables dans ce rôle. Ils sont déjà eux et ils ne peuvent pas devenir quelqu'un d'autre parce qu'ils sont filmés. [...] Ils vont agir selon ce qu'il leur semble juste parce que nous pensons tous agir de façon correcte. [...] Dans *Law and Order* on voit un policier qui étrangle une fille devant la caméra. S'il pensait faire quelque chose de mal, pourquoi l'aurait-il fait devant la caméra?» Ce qu'il attrape surtout, c'est l'étonnante gaucherie des policiers qui crèvent les yeux quand ils ont fini de rouler les mécaniques. La scène où un agent essaie bravement d'enlever le dentier d'une très vieille

femme («pour qu'elle ne s'étouffe pas en l'avallant») est à ce sujet parlante. Alors qu'il s'acharne, en vain, malgré les grognements de protestation de la mourante, une autre lui dit timidement qu'il n'y parviendra pas: ce sont ses vraies dents.

Cruciaux. Wiseman tourne *Juvenile Court* dans le tribunal pour enfants de Memphis, quatre ans après *Law and Order*. Ce qu'il y voit, le quotidien du tribunal, est passionnant: les enfants flottant dans des costumes trop grands, appelant leur mère, terrorisés de passer devant le juge; les adolescentes assumant crânement leurs transgressions; l'angoissant regard d'un jeune baby-sitter accusé d'agression sexuelle... Et le juge Turner, personnage central du film. Comme dans *Law and Order* (et comme dans *Hospital*, et comme dans la plupart des films de Wiseman) la *color line* décente par W.E.B. Du Bois, qui départage deux mondes, est omniprésente. «Cette petite fille dessine très bien mais elle ne fait pas la différence entre blanc et noir... d'habitude, les enfants font des ombres...» s'étonne ainsi ce psy analysant le dessin d'une fugueuse noire de 11 ans.

Là encore, la capacité de Wiseman à s'introduire dans les endroits les plus cruciaux des rouages parfois grinçants de l'Etat est stupéfiante. A la fin de *Juvenile Court*, les négociations d'un plaider-coupable sur le cas d'un jeune ayant participé, sous la menace jure-t-il, à un cambriolage, est haletante. Il aura 18 ans dans quelques semaines. Doit-il encore être considéré comme un enfant? Jugé comme un adulte, il pourrait encourir la peine capitale. Jugé comme un enfant, l'affaire peut se finir au centre de redressement du comté. A l'énoncé de sa peine il suffoque. Son avocat l'assure qu'il a échappé au pire, qu'un jour il comprendra. «*Donc c'est juste.*»

SONYA FAURE

LAW AND ORDER, HOSPITAL

et JUVENILE COURT en version restaurée, en salles du 11 septembre

FREDERICK WISEMAN,

L'INTEGRALE au centre Pompidou, voir la Cinémathèque du documentaire à la BPI jusqu'au 21 mars

MASTERCLASSE au centre Pompidou, voir la BPI, le 28 septembre à 16 heures. Rens. sur Frederick Wiseman intégrale

HOMMAGES À FREDERICK WISEMAN au Festival des cinémas américains de Douville jusqu'au 15 septembre

CINÉMA

«L'Effet Bahamas», braquer la caisse

Mettant au jour les dévoiements du système d'assurance chômage, Hélène Crouzillat réalise un documentaire militant enlevé et drôle. A voir d'urgence.

Il y a beaucoup de raisons de courir voir *L'Effet Bahamas* en dehors des heures de bureau. Pour son espèce de belle rigueur, modeste et ludique, plutôt que pour le dépaysement d'un paradis promis par son titre-léurre. Autant être prévenu : des Bahamas, on ne verra rien, le documentaire ne dépassant pas, en dehors de Paris, les embruns d'une plage du Nord où la cinéaste a établi son centre d'enquête solitaire, composant au mur son tableau de détective. Post-it, photos, coupures de journaux, fils de couleur couillaient entre des mini-poulies punaisées, de façon qu'apparaisse peu à peu l'image dans la tapisserie – image «afkaienne» d'un circuit et d'un système qui ne prête qu'aux riches. Telle une Carrie Mathison méthodique dans *Homeland*, Crouzillat détective placarde et reconstitue une scène de crime. La victime : la caisse d'assurance chômage, donc l'ensemble des chômeurs. Les accusés : les fonds de pension qui prospèrent sur (le chantage à) la dette, les maîtres chanteurs, investisseurs, groupes privés, et leurs complices (d'Etat) en costume de flanelle.

Intégrité. Ce n'est pas la moindre des qualités d'Hélène Crouzillat que de réussir à transformer son sujet ingrat, technique, éco-politique – le système d'assurance

chômage aux ramifications aussi sophistiquées qu'un mensonge, ses réformes forcées, ses dévoiements concertés – en film d'investigation militant, enlevé et drôle. Un film militant n'a pas à être «bon» (c'est-à-dire d'une beauté esthétique) mais urgent, pressé d'intervenir, se souciant d'abord d'être efficace, honnête, utile. Il veut produire son effet au présent, sa critique à court terme, pas poser à la postérité d'art. Son intégrité fait foi, son souci didactique fait forme, nous informe.

Banane. Or *L'Effet Bahamas* est un excellent film militant. Ça tient à la littéralité de sa «mise en plan». Dos au mur, ou battant le pavé (on voit les pavés et les pieds). Il tire le fil de la pelote, dévidant l'imbricatio systémique, petite caméra au poing pour mettre au clair l'arnaque au nez et à la barbe des travailleurs et de leurs âmes damnées : les chômeurs, ces profiteurs, ces parasites, ces tire-au-flanc qui partent se prélasser aux Bahamas dès qu'ils ont touché leurs allocs – c'est bien connu, les feignants. Ou «glandeurs», comme rit Samuel Churin, militant et leader de la Coordination des intermittents et précaires, en expliquant le principe banane de l'effet Bahamas, tandis qu'il se maquette devant le miroir d'une loge nue.

«Il n'y a que les idées qui tuent», proclame l'avocat Antoine Lyon-Caen, citant Dario Fo, au fil d'un des beaux portraits que le film aligne de quelques militants (Rose-Marie Péchallat, Denis Gravouil, Mathieu Grégoire...). Ceux qui s'emploient – oui, s'emploient – à combattre les puissances de l'argent. Quoi de mieux pour rendre justice à ces «assistés» que de filmer son propre travail *in progress* à leur sujet : celui d'une réalisatrice faisant son documentaire, décrochant et agencant, découvrant ce qu'il lui révèle au fur et à mesure. L'investigation entêtée d'une détective en quête d'une vérité façon scotch et scotch-chant est au mur : «La règle d'or : celui qui a l'or fait la règle.»

CAMILLE NEVERS

EFFET BAHAMAS

d HÉLÈNE CROUZILLAT (1h35).



La belle rigueur, modeste et ludique, de *L'Effet Bahamas*. ALCHIMISTES FILMS



Le personnage nous en donne pour notre argent rayon tripes en salade. PHOTO AA FILMS

«Kill», rendez-vous au wagon-barouf

Nikhil Nagesh Bhat met en scène un long échange de mandales dans un train. Un film d'action honnête mais tout juste passable en comparaison de la production indienne non distribuée en France.

Septembre 2024, et le cinéma indien peine toujours à trouver sa place sur les écrans français. De nombreux films sont certes distribués, mais sur des fenêtres limitées (une semaine ou deux, grand maximum) et un nombre de salles restreint. Rares sont ceux qui intègrent le circuit classique – sortie nationale, couverture médiatique. Une première injustice à laquelle vient s'ajouter une autre : les films qui franchissent cette barrière y parviennent généralement moins pour leurs qualités intrinsèques que pour leur compatibilité avec les attentes du public occidental. Des films à l'approche réaliste, naturaliste, délestés de tout ce qui pourrait effrayer le public non initié (scènes musicales, scénarios débridés, jeu outré). Ce qui permet tout de même à des films de très haute qualité de circuler (récemment *Agra, une famille indienne*, *Santosh* et prochainement le sublime *All We Imagine as Light* de Payal Kapadia), mais réduit trop souvent le marché à du «premium médiocre», du bas de gamme bien empaqueté. *Monkey Man*, de Dev Patel, en avait été un bon exemple, film bancal, sauvé de justesse par sa visée politique. *Kill*, de Nikhil Nagesh Bhat, en est un autre.

Présentée comme le «choc de la rentrée», cette production hindi est un fait un film d'action tout juste passable, honnête, carré, mais qui ne dépasse jamais le niveau d'un direct-to-video chinois ou indonésien et ne tient pas une seconde la comparaison avec, au hasard, le formidable *City of Darkness* de Soi Cheang, sorti il y a quelques semaines.

Un long échange de mandales entre un gang de loulous armés de machettes et deux soldats surentraînés dans un train exigü, le tout sur fond de love story contrariée : ça se regarde, si on y tient, et ça ne manque clairement pas de

nerf (la seconde moitié du film, où le personnage principal pète littéralement les plombs, en donne pour son argent rayon gerboulade et tripes en salade), mais quand on sait tout ce qui se bouscule derrière et ne nous parvient qu'au compte-gouttes, voire pas du tout (le défilant *Maharaja* de Nithilan Samanthan, diffusé dans quelques salles en juin), il y a franchement de quoi s'agacer.

LELO JIMMY BATISTA

KILL de NIKHIL NAGESH BHAT avec Laksh Lalwani, Tanya Maniktala, Raghav Juyal... 1h45





Au contact de Lena, Fanny s'éveille à une vie sociale plus riche. PHOTO LES FILMS DE PIERRE

«Langue étrangère», liaison douceoureuse

Dans son troisième film Claire Burger suit la romance naissante entre une jeune Française et sa correspondante allemande. Un récit d'émancipation amoureuse et politique qui pêche par sa mise en scène trop ouatée

Quand Fanny, 17 ans, arrive en Allemagne chez une amie de sa mère pour un séjour linguistique, le dépaysement est loin d'être celui espéré : déjà isolée en France par le harcèlement qu'elle subit au lycée, la jeune fille fait face à la difficulté d'une langue qu'elle ne parle pas, ou seulement «ein bisschen», et à une correspondante mutique, préoccupée par ses propres problèmes familiaux. Fanny n'a a priori rien en commun

avec Lena, extravertie et revendicatrice quand l'autre est réservée, cool kid contre victime – cependant, au fil de l'échange entre Leipzig et Strasbourg, elles se rapprochent peu à peu tandis que, au sens propre comme au figuré, les langues se délient. Dans *Langue étrangère*, troisième film de Claire Burger, la romance naissante sert ainsi de canevas à un récit d'émancipation : au contact de Lena et des milieux militants qu'elle fréquente, Fanny

s'éveille à une vie sociale plus riche, aux rapports amoureux et à l'engagement politique.

Consciences politiques. C'est en s'intéressant à ce dernier que *Langue étrangère* cultive une forme de singularité. Pour dépasser les oppositions archétypales entre ses héroïnes, Claire Burger veille à détailler leur paysage socioculturel, déterminant dans leurs consciences politiques respectives. Le rapprochement amoureux va alors de pair avec la rencontre de deux cultures définies par des histoires récentes aux temporalités différentes : si la chute du mur de Berlin est un souvenir encore frais pour la génération de la mère de Lena, le dernier grand mouvement de revendication étudiant remonte du côté français à Mai 68. À l'avenant, la construction en miroir du récit – qui bascule au milieu de l'Allemagne à la France – met en regard les parents de Lena, toujours en lutte l'un contre l'autre comme si une fougue les habitait encore, et ceux de Fanny, assumant désormais sans complexe leur mode de vie bourgeois. En liant ainsi vie intime et naissance d'un esprit engagé, *Langue étrangère* entend brosser un portrait de la

jeunesse actuelle, éveillée aux luttes passées et présentes.

Écrin précieux. Le film n'y parvient pourtant pas tout à fait : plutôt que d'articuler ces dimensions plus en profondeur, la mise en scène aspire constamment à dégager une certaine tendresse, qui s'avère à double tranchant.

Une vraie douceur émane effectivement de la romance entre Fanny et Lena, mais le film se pare dans le même temps d'un écrin précieux, composé d'images légèrement ouatées et de couleurs pastel, que rien ne vient jamais troubler. Les séquences de manifestations les plus brutales sont d'ailleurs circonscrites à des rêves illustrant l'amour contrarié entre les deux jeunes femmes. Alors que le récit des personnages est celui d'une libération, la mise en scène demeure contrainte dans ce cocon trop délicat, qui semble s'accorder d'avantage à la timidité de Fanny qu'à l'audace de Lena.

CLÉMENT COLLAUX

LANGUE ÉTRANGÈRE

de CLAIRE BURGER avec Josefa Heinsch, Lilli Grasmug... (1h45)

L'amitié courant sur des années entre un moine tibétain et un léopard des neiges, au gré d'une fiction tissée du monde réel et du monde des rêves, est au principe d'un film cependant immobile au sens où il se déroule en un seul lieu. Sur un haut plateau de montagne, une équipe de la télé régionale alléchée par la nouvelle qu'un léopard majestueux est tenu prisonnier de l'enclos où il a pénétré et dévoré quelques bœufs, vient filmer la bête et la famille de bergers qui disputent de la conduite à tenir : relâcher ou tuer l'animal, espèce rare et protégée.

En plus de la mise en abyme toujours un peu convenue du «film dans le film», à la source d'idées séduisantes de mise en scène alternant les points de vue y compris «subjectifs» sur les apparitions (numériques) de la bête merveilleuse, *Le Léopard des neiges* est une fable farce venue d'un Tibet presque inconnu au cinéma, car signée d'un natif tibétain, non sous l'égide de la république de Chine ou d'auteurs occidentaux amateurs d'encens et de Tintin (Annaud, Scorsese ou Bertolucci). Revient l'idée chère au cinéphile de voyager et d'aller voir, par le cinéma, dans des contrées reculées sans bouger, tous yeux ouverts : ces voyages immobi-

«Le Léopard des neiges», feule allié

La dernière réalisation du cinéaste Pema Tsenden, mort à 53 ans du mal des montagnes, retrace la relation entre un moine et un félin. Un voyage inégal mais inspiré qui chemine entre monde réel et monde des rêves.



Le Léopard des neiges, entre fait divers et conte. PHOTO REDIANCE

les si possible évitant le tourisme d'art et les enluminures absorbées. Pema Tsenden a passé du temps, une vie, au Pays des neiges, comme on surnomme le Tibet.

Sa huitième réalisation marque hélas l'ultime, le cinéaste est décédé à 53 ans peu après avoir terminé le film, d'un mal des montagnes (le manque soudain critique d'oxygène) qu'il met en scène étrangement dès l'ouverture : un des membres de l'équipe télé sur la route, à 4 000 mètres d'altitude, fait un malaise, se met à ventiler.

Cette longue première scène est du reste la plus belle, qui pose la question d'échelles et de regards en jeu toute la suite. *Le Léopard des neiges* est inégal, tenu et inspiré, à d'autres moments débaillé. Mais ce ballet des points de vue, certaines sorties et entrées de plan surprenantes, un «réalisme magique» des interactions animales et humaines, les effets spéciaux greffés aux décors réels, valent la vue (imprévisible) : étendues glaciales, irisées et bleues des arrière-plans contemplés parfois plus encore que la farce qui se joue, tirée d'un fait divers.

CAMILLE NEVERS

LE LÉOPARD DES NEIGES

de PEMA TSEN DEN avec Tseten Tashu Jinpa, Ziqi Xiong... (1h49)



A cœur perdu, croquis d'exil d'un Iranien à Paris.
PHOTO CALMANS PRODUCTIONS

«Cœurs perdus», les vestiges des jours

Du mélodrame au documentaire animé, conjuguant charme et poésie, un programme de trois courts jeunes public réunit des récits sur le thème de l'exil à l'initiative du studio des Ursulines.

On est à Saïgon en avril 1975, à l'aube de la prise de la ville par les forces nord-vietnamiennes. Un tournant qui marquera la fin de la guerre du Vietnam, et le début de la réunification du pays sous un seul

régime communiste. On est aussi dans les souvenirs de jeunesse pastel de Jeanne, née en 1959, sexagénaire aujourd'hui, dont la voix off ravive tout un paradis de sensations d'enfance. S'ébrouent donc à l'écran les images d'un bonheur longtemps préservé de la guerre qui gronde aux portes : il y a la luxuriante des jardins dans le cocon bourgeois qui l'a vue naître, la magie des moments passés au club hippique sur le dos d'une jument adorée, le faste des fêtes et processions traditionnelles dans les rues. Tout cela évoqué à traits radieux dans le documentaire animé à l'aquarelle d'Elsa Duhamel, dans un doux fracas de couleurs pour mieux restituer ensuite la déflagration et l'arrachement que représentera

l'exil pour la fillette. Boutée hors de son Eden, Jeanne est contrainte de fuir jusqu'en France parmi la première vague de *boat people*. *Bach-Hông* est l'un des trois courts métrages réunis à l'initiative du studio des Ursulines (récemment lancé dans la distribution), dans un programme à destination du jeune public et thématique autour du déracinement. À la douceur de vivre en péril de ce premier segment tout en lavis mauves et orange, répond l'émotion à l'os du film de Saïd Hamich Benlari *le Départ* (plus récemment autour du beau long métrage *la Mer au loin*, découvert à la Semaine de la critique à Cannes cette année). L'histoire est celle d'un gamin marocain contraint de choisir entre ses deux parents pour suivre son père en France. En France ! Terre promise d'un avenir meilleur, que tout le monde semble vouloir offrir au petit Adil sans trop le prévenir de ce qu'il lui en coûtera. A savoir les bras d'une mère en larmes, qui renonce à ses droits parentaux pour le bien de son fils, ravalant ses larmes et le cajolant une dernière fois avant de laisser la France l'ava-

ler. Il s'agit d'un mélo, au sens le plus noble du genre, et donc un chemin de tendresse vers des émotions qui déchirent en même temps qu'elles gonflent le cœur. C'est aussi un portrait de copains en bande, avec un chiot dans les bras, des illusions pas encore perdues dans les yeux, la conscience d'être innocents pour la dernière fois.

Le dernier croquis d'exil, le plus naïf et adressé aux plus petits (on regrette un peu d'y voir l'idéal du «bon migrant» en majesté), est celui d'un immigré iranien installé à Paris dans le film d'animation *A cœur perdu* de Sarah Saidan. Caissier de supermarché, d'une gaieté à toute épreuve malgré le racisme qui le cible chaque jour, celui-ci subit une agression au couteau et découvre à l'hôpital qu'il n'a pas de cœur. A croire qu'il l'aurait laissé au pays natal... L'argument surréaliste pour exprimer les maux des corps de réfugiés convoque le souvenir d'un long métrage sorti l'an dernier, *Dirty Difficult Dangerous* du Libanais Wissam Charaf - histoire d'amour entre une domestique éthiopienne et un survivant de guerre syrien dont le corps se change en métal. Du cinéma à cœur ouvert, comme ces trois films tricotés de rêves et de douleurs.

SANDRA ONANA

CŒURS PERDUS (57 min)
Avec **BACH-HÔNG** d'ELSA DUHAMEL
(2019) **LE DÉPART** de SAÏD HAMICH
BENLARI (2020) **À CŒUR PERDU**
de SARAH SAIDAN (2022).

«Le Procès du chien», un poil absurde

Une avocate largement acceptée de défendre un toutou accusé de mordre. Une comédie réalisée et interprétée par Lætitia Dosch qui met en abyme son travail d'actrice, mais tombe dans le piège du gag tous azimuts.

cepte, à l'occasion d'un procès retentissant, de défendre Cosmos, adorable toutou risquant l'euthanasie après avoir mordu plusieurs auteurs de caresses mal avisées.

Os. Au fil d'une comédie doucement absurde, Avril devra donc percer à jour le comportement du doux cerbère, mis au banc des accusés au même titre que n'importe quel suspect, et monter un dossier à même de le faire acquitter.

L'intrigue du premier long métrage de Lætitia Dosch fait alors office de mise en abyme de son travail d'actrice : d'abord hésitante et incapable de poser sa voix comme elle le voudrait, l'avocate devra s'entraîner pour enfin livrer - dans un gros plan édifant lors du dénouement - une plaidoirie digne de ce nom. Le tri-

bunal se réarrange ainsi en salle de spectacle, et le film en une série de petits seuls-en-scène, avec le chien ou les seconds rôles en guise de public improvisé de ces petits numéros. C'est précisément là qu'est l'os : le *Procès du chien* tombe rapidement dans le piège de l'enfilade de sketches, emballés dans une mise en scène tout juste fonctionnelle. On imite le chien en plein tribunal, on tâte les parties de l'animal pour vérifier s'il est castré, on parodie les discours politiques à la Donald Trump...

Sous couvert d'un comique «d'écale», le *Procès du chien* envoie du gag tous azimuts, entre burlesques peau-de-banane et satire vulgus, sans faire souvent mouche. Si l'on peut apprécier la fantaisie de Lætitia Dosch-actrice, Dosch-cinéaste déploie ici une excentricité stérile, qui confond



Kido dans le rôle de Cosmos. PHOTO THE JOKERS FILMS

rythme comique enlevé et empilement de pitreries basses du front, assurées par des acteurs en roue libre.

Mimiques. Le chien Kido, interprète de Cosmos figurant d'ailleurs parmi les têtes d'affiche, s'avère finalement le plus convaincant :

au-delà de son capital sympathie canin, sa présence incongrue en salle d'audience et ses mimiques discrètes charment bien davantage que le cabotage de ses alter ego humains, qui déroulent leurs performances respectives dans le petit théâtre du tribunal. On serait presque tenté

d'appliquer au film sa propre morale animaliste : moins de procès, plus de chien.

C.L.C.

LE PROCÈS DU CHIEN
de et avec LÆTITIA
DOSCH, Kido, François
Darnières, Jean-Pascal Zadi...
(1 h 20).

Suspend ton vol

Arthur Cadre Remarqué en «golden voyageur» lors de la cérémonie de clôture des JO, le danseur inclassable va mettre en scène un spectacle de Jacques Attali.



La vidéo ne dure que quelques secondes. Et nécessite une explication. «C'est une répétition de nuit au Stade de France. Je suis suspendu dans le vide, à 40 mètres de haut environ. C'est fou non ?» Le 11 août, sa silhouette, ce corps si longiligne, se glissait dans un costume doré conçu par le créateur Kévin Germanier. Une combinaison futuriste aux allures de sauterie venue d'un autre temps, d'un autre lieu. Arthur Cadre devenait le «golden voyageur» de la cérémonie de clôture des Jeux olympiques. Lumineux au cœur d'une nuée de danseurs vêtus de blanc. Avec les autres, mais différent. Un être un peu hors cadre. L'expression dépasse le jeu de mots (facile). Car à 33 ans, Arthur Cadre adore le mot «pluridisciplinaire», déteste celui d'«étiquette», et ne cesse de sortir des sentiers battus. En a-t-il conscience ? Pas si sûr à l'entendre dire fréquemment «oh, c'est naturel» ou «ça me paraît normal»...

Il a 9 ans, s'ennuie dans son village natal de Perros-Guirec (Côtes-d'Armor), regarde des clips à la télé, notamment Freestyler du groupe Bomfunk MC's. À l'écran, des breakdanciers enchaînent les figures à une vitesse folle. «J'ai compris que c'était ce que je voulais faire. Et je me suis lancé dans le breakdance.

C'était naturel.» On se permet de lui faire remarquer que nous aussi on adore visionner des clips de Beyoncé, sans pour autant maîtriser son déhanché. Il se marre et enfonce le clou : «Je vous assure que je n'avais pas de prédispositions physiques. Je ne suis pas souple. J'ai travaillé mon corps à coups d'étirements.» Auto-didacte en danse, il concède avoir pris quelques cours mais le désir de pouvoir faire ce qu'il veut quand il le veut le rattrape

toujours. Le breakdance sera son espace de liberté. Un espace qu'il a ensuite peuplé de contorsions spectaculaires, de quelques pas de danse classique pour s'inventer son

propre univers artistique qu'il déploie, avec une grâce infinie, à travers des vidéos postées sur ses réseaux sociaux, des numéros lors d'émissions de télé comme la France a un incroyable talent et des shows similaires aux États-Unis ou encore en Italie... De son adolescence à aujourd'hui, il a ainsi dansé dans une quarantaine de villes à travers le monde, à la mi-temps d'un match de foot américain, à l'expo universelle de Dubaï ou encore dans le spectacle La Perle de Franco Dragone, inspirateur des plus grandes mises en scène du Cirque du Soleil. À l'évocation de ces quelques prestations, il répond avec une simplicité désarçonnante : «Je ne voulais pas vivre de la danse.

Je n'imaginais pas faire une carrière dans ce domaine. C'est pour cette raison que j'ai choisi l'architecture.» Encore une autre vie, menée post-baccalauréat. Trois ans d'études à Rennes et trois autres à Montréal. Années pendant lesquelles il n'a cessé de danser, engrangeant ses premiers cachets. Une fois diplômé, il a bossé six mois dans un cabinet «et puis, ça m'a gonflé», lâche-t-il en souriant. Pas franchement étonnant de la part de l'hyperactif qui aime se disperser, et s'attelle à construire des ponts entre chacune de ses activités. L'architecte-danseur joue avec les perspectives, les profondeurs, trace des lignes, des cadres comme dans son court-métrage Inner Thoughts, rythmé par la voix de Nina Simone chantant Don't Let Me Be Misunderstood. «Il a un rapport très particulier à l'espace, comme s'il parvenait en permanence à se projeter en 3D. Sa perception est différente de la nôtre», analyse Thomas Jolly, directeur artistique des cérémonies des Jeux.

Les deux hommes ne se connaissaient pas deux mois avant la clôture. Quelques mots échangés sur Instagram et une rencontre ont suffi à sceller une amitié et une collaboration

professionnelle au cours de laquelle Arthur Cadre s'est distingué par sa capacité d'adaptation. «Je dis souvent que l'art, c'est trouver la liberté dans une contrainte. Arthur en est l'exemple», reconnaît le metteur en scène. Kévin Germanier loue également sa patience et sa volonté. Arthur Cadre, lui, a bien du mal à énoncer ses qualités, alors que l'adjectif «étu» déboule très vite à l'évocation de ses défauts.

Télu comme les grands-parents paternels bretons, disparus. Les grands-parents maternels ont 90 et 92 ans, et bien du mal à comprendre le métier de leur petit-fils descendu du ciel en ce mois d'août. D'ailleurs, personne dans la famille n'était au courant de la soirée au Stade de France.

«C'est un taiseux, mais il a appris à parler», nous confie son oncle chez qui Arthur Cadre aime se réfugier en banlieue parisienne. Aux grandes phrases et digressions, il préfère le vocabulaire corporel. Une façon aussi de cacher une dyslexie détectée tardivement par sa mère... orthophoniste de métier. Son père, ingénieur à Météo-France et désormais retraité, souffre du même mal. De ses parents, Arthur Cadre a hérité d'une culture sportive. Le père, véliphaniste, a participé aux JO de Séoul en 1988, et la mère a fait partie de l'équipe de France de volley. Enfant, il s'est frotté aux sports collectifs, mais «ça me gonflait», dit-il encore en riant. Il ne sait pas trop pourquoi. Ou plutôt si : seul, ça avance parfois plus vite.

Thomas Jolly précise : «Arthur est ouvert aux autres, se nourrit de tout.» L'intéressé affirme ses goûts cinématographiques (de Jacques Tati au réalisateur russe Andreï Tarkovski), artistiques (Gustave Doré, Christo) et parle avec admiration de Kristina, sa compagne ukrainienne, peintre, qui travaille le sfumato. Et s'enthousiasme d'une conversation avec sa sœur Audrey, trader à Toronto et dont il aime l'esprit cartésien. Chaque rencontre devient l'opportunité d'un projet. Ces temps-ci, il participe à la conception d'un show sur Bob Marley à Las Vegas et débute la mise en scène d'un spectacle de Jacques Attali. Le haut fonctionnaire avait écrit un texte pour Franco Dragone. Quand ce dernier est mort en 2022, Attali a transmis la pièce à Arthur Cadre. Faut-il s'attendre à un spectacle politique ? «Ça dépend de ce que vous entendez par politique. L'art doit nous permettre de faire évoluer la société de façon positive, et prôner des valeurs de tolérance, de liberté.» Au printemps, il acceptait de créer un spectacle en Arabie Saoudite. «Il y a deux possibilités : refuser de travailler dans ce pays par opposition au régime. Ou s'y rendre et tenter de faire changer les choses. J'ai pris cette option.» Il concède aussi que les moyens financiers sont là pour imaginer des shows grandioses. Pour

autant, Arthur Cadre oscille entre grosses productions (très bien payées, on ne saura pas combien) aux prestations peu, voire pas rémunérées. Il a le luxe de pouvoir choisir. Du côté de l'isolier, il dit avoir voté aux législatives, un vote anti-RN, mais s'intéresse peu à l'actualité politique. La religion n'est pas non plus un sujet. Il préfère parler d'art et de voyage. Et s'il enfilait une dernière fois son costume de «golden voyageur», où irait-il ? «Sur une autre planète, pour voir comment c'est.» Quelle époque aimerait-il revivre ? «Les années 60, que j'imaginais comme une période créative intense et de liberté.»

Par EVA ROQUE
Photo AUDOIN DESFORGES

LE PORTRAIT

Répertoire

reportero-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD
TOUS STYLES TOUTES QUANTITES

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Funk - Hip Hop
- House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Ampis - Cellules - DJ - Jeux Vidéo - Consoles

Déplacement en France
avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

**ANTIQUAIRE EXPERT
EN ARTS ASIATIQUES**

Achète comptant
porcelaines, statues, vases, bouddhas,
mobiliers, laques, paravents...
Décorations asiatiques : corail, jade...

MAISON ALEXANDRA
06 15 02 23 98

Déplacement Paris et Province GRATUIT sous 48 heures

Vous voulez passer une annonce dans Libération ?
Vous avez accès à Internet ?
Réservez votre espace d'annonce en ligne
<http://petites-annonces.liberation.fr>

MERCREDI 11

La perturbation arrivée la veille au soir par la Manche gagne rapidement les régions centrales avec des pluies parfois actives.

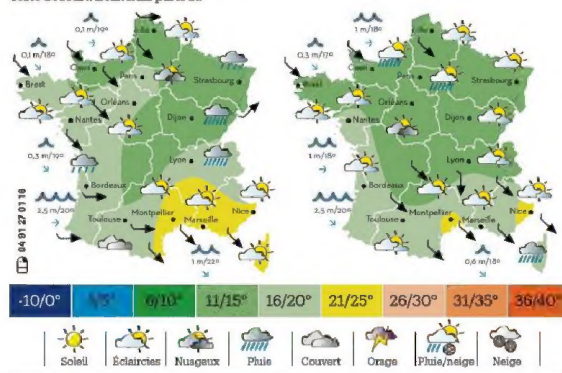
Des averse se produisent au Nord-Ouest.

L'APRÈS-MIDI La perturbation s'étire du Sud-Ouest aux frontières de l'Est avec des pluies encore modérées. Des averse se déclenchent au Nord-Ouest. Un tiers Sud reste à l'écart. Il fait frais partout.

JEUDI 12

Le temps est automnal avec des éclaircies, des giboulées et de la pluie dès 1700 mètres en montagne. Vents violents en Méditerranée.

EN SOIRÉE Nuit fraîche, en amélioration par l'Atlantique et la Manche. Fortement venté au Sud-Est.



Agilité	Peu agitée	Calmé	Fort	Modéré	Faible		www.lachainemeteo.com	
			←	←	←		vos prévisions gratuites à 15 jours	
FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	11	16	Lyon	10	20	Alger	19	27
Caen	13	16	Bordeaux	16	19	Berlin	14	16
Brest	13	16	Toulouse	14	20	Bruxelles	11	16
Nantes	16	17	Montpellier	14	23	Jérusalem	22	31
Paris	14	16	Marseille	16	24	London	9	15
Strasbourg	12	15	Nice	18	26	Madrid	15	29
Dijon	13	15	Ajaccio	17	26	New York	12	24

LIVRES - REVUES

Agrégé et Docteur en philosophie,
Alain VINSON,
qui a été, durant près de 40 ans,
professeur
de philosophie à LACON,
est maintenant
à la disposition de ses anciens élèves
(et de lecteurs intéressés),
sur le site internet
<http://www.alainvinson-philosophie.fr>
en PDF et au format A4, dix livres,
six de philosophie
(espérant notamment
les nombreux articles qu'il a publiés
dans différentes revues
de philosophie)
et quatre de nature plus littéraire
(consacrés à des récits, des contes
et des poèmes).

Retrouvez
tous les jours
les bonnes
adresses de



(cours, association,
enquête, casting,
déménagement, etc.)

Contactez-nous
Professionnels. 01 87 39 80 20
Particuliers. 01 87 39 82 95
ou reportero-libe@teamedia.fr



www.liberation.fr
113, avenue de Choley,
75013 Paris
tél. : 01 85 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par le SARL
Libération
SARL au capital
de 23 243 682 €
113, avenue de Choley,
75013 Paris
RCS Paris : 382 029 199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dor Allon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dor Allon

Directeur de la rédaction
Dor Allon

Directeur délégué
de la rédaction
Paul Guinio

Directrices adjointes
de la rédaction
Stéphane Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valotau

Rédacteurs en chef
Michel Bequembourg
(spécial), Frédéric
Bastard (progression),
Laure Bretton (JO), Gilles
Diers (pilotes web),
Christian Loison
(enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Liliane Alegrina (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Desmurs (J.),
Sonia Delesalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yoann Duval (forums),
Mathieu Ecochier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(chacnews),
Camille Paupane (actu),
Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.liberation.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choley,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES
& CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Mid Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Juville),
GILA (Hénic)

Imprimé en France
ACPM

Membre de l'ACPM
CPAF : 1125 C 80064
ISSN 0335-1793

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de
l'Eco-label européen
N° F1/31/01

Indicateur
d'écotrophisme :
FROT 0,008 kg/d de papier
La reconstitution du
journal ne saurait être
engagée en cas de non-
restitution de documents.
Pour joindre un journaliste
par mail : initial@liberation.fr
preicon.com/liberation.fr

SUDOKU 5372 MOYEN

	6						9	
8								6
	2	5	8		1	4	7	
	3	7		5		2	6	
		6	9		3	1		8
	8	9	6	1		3	4	
	9	4	2	8	6	7	1	
6			1					2
	1				9		8	

SUDOKU 5372 DIFFICILE

4		7						2
		8			1		3	
		1		4	5	6		
1	8				2	3	6	
		7				8		
	3	9	4			2		7
		1	8	2			5	
	7		3	5		9		
8					6			3



Solutions des
grilles précédentes

MOYEN

3	7	2	5	9	6	8	1	4
8	4	5	1	3	2	7	9	6
6	9	1	4	3	2	5	7	8
2	6	4	3	7	1	5	8	9
9	3	7	6	5	1	2	8	4
8	1	6	2	3	8	4	7	9
7	6	9	8	5	2	3	4	1
4	2	3	7	1	9	6	8	5
1	5	8	3	4	7	9	5	2

DIFFICILE

5	6	2	3	7	9	1	4	
8	6	4	5	1	3	7	2	
7	1	3	9	2	4	5	6	
3	5	8	1	2	6	9	7	
2	4	7	5	9	1	3	6	
1	9	6	7	3	2	4	8	
4	3	5	9	7	6	2	1	
8	2	1	4	6	3	7	5	
8	7	9	2	1	5	8	4	

Libération
La boutique

Retrouvez les derniers
numéros de Libération
et nos collecteurs sur
notre boutique



BOUTIQUE.LIBERATION.FR



EXPOSITION
JUSQU'AU 29 SEPTEMBRE
DERNIERS JOURS



**PHILHARMONIE
DE PARIS**
MUSÉE DE LA MUSIQUE

